



HAL
open science

La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la “ classe créative

Bertrand Cabedoche

► To cite this version:

Bertrand Cabedoche. La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la “ classe créative. Walter Neira Bronttis; Yves Théorêt; Pierre Giguère. Communication, ville et espace public, Editions de l'immatériel 2019, (Coll. “ Ecritures du monde ”), 9791091636179. hal-02021545

HAL Id: hal-02021545

<https://hal.science/hal-02021545>

Submitted on 16 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la « classe créative »

Bertrand Cabedoche

Professeur de Sciences de l'Information et de la Communication, chercheur au Gresec, responsable de la chaire Unesco en Communication internationale, Université Grenoble-Alpes, France.

Président d'honneur du réseau mondial des chaires Unesco en communication (Orbicom).

Plan

La ville, lieu de compréhension des défis liés à la mondialisation et de diffusion des ressources créatives pour y répondre ?

La ville, lieu de captation des ressources, financières, économiques et humaines et hypothèque pour le « développement durable » ?

Conclusion

Références bibliographiques

Résumé

La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la « classe créative »

Même si la sociologie urbaine s'était épanouie avec le développement de la *tradition de Chicago* entre 1915-1965, l'entrée dans la seconde moitié du XX^e siècle avait particulièrement dirigé l'attention des chercheurs vers le monde rural, alors dominant. Contre les logiques néo-malthusiennes prônées par certaines écoles de pensée eu égard à l'état inflationniste de la démographie dans le monde, les politiques de réforme agraire, qui mobilisaient alors de nombreux travaux réflexifs, étaient supposées stimuler le développement économique et social, notamment dans les pays du Sud. Aujourd'hui, mondialisation et explosion exponentielle de la démographie urbaine obligent, la ville se présente comme le lieu stratégique idéal pour identifier les défis majeurs du millénaire et y répondre. Les Nations-Unies font même du succès de la construction de « villes durables » un facteur important de la réussite de tout programme de développement pour l'après 2015.

Dans ce contexte démographique, géographique, économique, politique et idéologique, les discours se sont enrichis de préconisations à l'intention des aménageurs de l'espace urbain, autour de la désignation d'acteurs privilégiés au service du développement économique et humain. En particulier, depuis les Etats-Unis, l'universitaire Richard Florida a désigné la « classe créative » en tant qu'élément « gentrificateur » du changement social, capable d'élever le niveau socio-économique général et le bien-être global, à partir de l'exploitation par les décideurs des collectivités territoriales

des valeurs symboliques du territoire urbain, pour attirer et garder cette population créative. Fortes de cette distinction catégorielle, les priorités d'une politique urbaine responsable se réduiraient ainsi à privilégier les aménités urbaines correspondant aux modes de vie, usages, pratiques et préférences de cette population spécifique, que ce soit en termes d'habitat, de lectures, de déplacements, d'achats, d'activités, de lieux de rencontre, d'opportunités de distraction et de consommation...

De nombreuses expérimentations ainsi été conduites par des équipes municipales de grandes cités situées principalement dans l'hémisphère Nord et visant à créer et développer ce *people's climate*. Ainsi, le recul est aujourd'hui suffisant pour analyser l'effectivité sur le terrain de ces préconisations, dont il faut convenir qu'elles ont d'abord et surtout été rentables pour l'activité de conseil de Richard Florida. Car le lien de corrélation reste toujours difficile à établir, voire impossible, sinon illusoire s'agissant de le transformer en lien de causalité, entre la présence d'une « classe créative » sur un territoire donné, l'encouragement aux aménités urbaines *soft* par le pouvoir politique local gérant celui-ci et le changement social à long terme sur ce même périmètre. La démonstration pêche par de nombreuses lacunes, tant au niveau méthodologique que conceptuel. Il est en particulier reproché aux analyses, que l'auteur a lui-même développées et inspirées, d'avoir mobilisé un pseudo concept de « classe créative ». Vaste fourre-tout, l'appellation attrape aussi bien des industries structurées et activités culturelles organisées, dotées de stratégies élaborées que des pratiques artistiques et artisanales précaires, aléatoires, éclatées, au nom de la promotion de la mobilité, de la diversité, de l'appétence aux TIC, chacune considérée en soi comme facteur d'innovation (la règle « des trois T » : talent, tolérance, technologies, dans le vocabulaire de Florida).

Enfin, la généralisation du propos s'avère prétentieuse quand la démonstration s'offre à l'échelle de la planète, sans considérer les environnements spécifiques. Les limites apparaissent ainsi de la transposition du modèle aux villes moyennes, quel que soit le continent ou aux « cités rurales » de certains pays du sud. Parallèlement, la modélisation interpelle quant à son effet d'entraînement pour les milieux ruraux, dont l'existence reste encore le cadre de vie pour de nombreuses populations, par exemple en Afrique, en dépit du phénomène statistiquement constaté d'urbanisation croissante et généralisée du monde. L'expérience menée depuis Grenoble – territoire urbain désigné comme la « Silicon Valley à la française » – se présente idéale pour offrir l'opportunité de la distanciation critique nécessaire. Le débat y a été en effet relancé en septembre 2017 avec une journée de présentations, performances, communications scientifiques, témoignages et tables rondes sur le thème *Creative mobilities*, à laquelle la chaire Unesco en *Communication internationale* de l'Université Grenoble Alpes était partie prenante. Partant de ce cas précis, notre questionnement s'élargit à de nombreuses situations urbaines sur tous les continents (Medellin, Seattle, Beijing, Mumbai, Antananarivo...), pour rappeler les principaux enjeux entourant la créativité. Il s'agit de faire état des débats scientifiques récents que la mobilisation de ce dernier terme par les acteurs sociaux locaux a provoqués et génère encore, pour le développement des territoires.

MOTS-CLÉS : urbain-rural – global-local – classe créative – ville marketing - *people's climate* - capacités

« *La ville a une figure. La campagne a une âme* »
(Jacques de Lacretelle)

À en croire des auteurs de plus en plus nombreux depuis le début du millénaire (Sassen, 2001 et 2010), la ville est devenue le lieu stratégique sur lequel les études doivent aujourd'hui se concentrer particulièrement, pour identifier les enjeux majeurs liés à la mondialisation contemporaine. Car si, historiquement, la forme *État* a effacé la forme *Ville*, les recherches nous rappellent que la ville produit de la société. Son actualité retrouvée pourrait bien venir de ce qu'avec la métropolisation contemporaine, la ville technologiquement connectée créerait l'alternative avec un État inachevé, plus encore que la mondialisation (Retailé, 2006, p. 9). Après la *Nation créative*, aujourd'hui disputée avec la remise en question des politiques culturelles nationales et la décentralisation des politiques culturelles (Bonet, Colbert, Courchesne, 2011) ; après le *village global* de Marshall McLuhan, discrédité pour le technocentrisme de la thèse (Mattelart, 1995), l'ère serait venue de la *ville globale, créative*.

Le phénomène peut se présenter paradoxal, au moment où l'on pourrait penser qu'avec l'entrée dans la mondialisation et le développement supranational des médiations techniques, la question des territoires se retrouve neutralisée. Les analyses transcendent les géographies historiques, avec de nouvelles catégories de sens et concepts. Les acteurs sociaux, d'abord, s'en donnent à cœur joie, évoquant la reconfiguration de l'*altérité* avec le partage instantané des émotions et des opinions, *via* les médias sociaux, jusqu'à constituer une « opinion publique universelle » (Bourges, 2003, p. 14). Mais les auteurs ne sont pas en reste à observer ces mutations, quel que soit leur positionnement disciplinaire et théorique. Ils parlent ainsi de *transnationalisation* des acteurs (Thussu, 2009 ; Mattelart T., 2009) ; de *créolisation* de la culture (Hanners, 1997) ; de développement de l'homme *hybride* (Appadurai, 1996 ; Bhabha, 1994), voire de l'homme *interstitiel* (Hall, 1995) ; d'*élargissement planétaire du contrôle social* par quelque acteur dominant des GAFAMAN, soient *Google, Amazone, Facebook, Appel, Microsoft, Ali Baba, Netflix* (Miguel de Bustos, 2016) ; de supranationalisation des expérimentations des plateformes de régulation de la communication (Tiao, 2015 ; Cabedoche, 2013) L'économie nationale, comme les cartographies cardinales Nord/Sud/Est/Ouest, se présentent effectivement de plus en plus comme des

catégories déclinantes et faussement, ou pour le moins partiellement, éclairantes (Mattelart A., Mattelart M., Delcourt, 1984).

Pour autant, le terrain privilégié des observations scientifiques en ce sens est constitué par le milieu urbain. Il semblerait ainsi que la ville reste une catégorie pertinente, pour mieux saisir certaines des manifestations de la mondialisation actuellement en cours.

LA VILLE, LIEU DE COMPREHENSION DES DEFIS LIES A LA MONDIALISATION ET DE DIFFUSION DES RESSOURCES CREATIVES POUR Y REpondre ?

Plusieurs indices concourent à prendre la ville comme terrain d'observation privilégié, pour une meilleure compréhension des enjeux planétaires. Même si, à cet effet, l'attention des chercheurs ne s'est manifestée que progressivement, au gré de l'évolution de la démographie et malgré la naissance et le développement de la sociologie urbaine dans la première moitié du XX^e siècle.

Une attention progressive aux phénomènes urbains comme terrain de perception des principaux enjeux mondiaux

La démographie a sans doute constitué l'une des premières disciplines à sensibiliser les chercheurs aux enjeux fondamentaux actuels de la planète. Ainsi, c'est cette inscription disciplinaire qui avait incité Alfred Sauvy à alerter ses contemporains face aux mutations que le monde s'apprêtait à vivre en ce début de la seconde moitié du XX^e siècle. L'auteur avait déjà approché ces enjeux quelques années plus tôt, lorsqu'il avait créé la prénotion de *tiers-monde*. L'une des caractéristiques principales de ceux qui, derrière la bannière, allaient revendiquer pour quitter la condition de colonisé et devenir les nouveaux acteurs du droit international, se traduisait par une démographie galopante (et inquiétante pour certains dirigeants du Nord). Et déjà au début de ce XX^e siècle, liée à l'afflux des migrants, la sociologie urbaine naissante s'était intéressée à la croissance exponentielle de la ville, notamment aux États-Unis, où entre 1915 et 1935, les auteurs avaient installé la tradition dite de *Chicago*, les précurseurs en étant William Thomas et Florian Znaniecki (Thomas, Znaniecki, 1889). Construisant dans cette première période ce qu'ils considéraient alors comme une « écologie humaine », les travaux empiriques témoignaient notamment de la logique des néo-urbains (plus

de la moitié de la population de Chicago en 1900 était née hors d'Amérique), sur deux niveaux : à la fois prise dans le social urbain mais aussi participant à le créer. Par sa densité et sa disponibilité à l'observation, la ville moderne offrait alors l'intérêt à la fois de former une identité spécifique – un nouvel ordre social - et d'aider à mieux comprendre les processus sociaux et les phénomènes d'interaction entre les populations qui la composent. La ville multiplie les micro-communautés qui s'ignorent entre elles, encourageant l'*individuation*, en même temps paradoxalement que la *mobilité*, favorisant l'intégration. Observateurs de la ville en tant que mosaïque « d'aires naturelles », puis analystes de l'assimilation, ces théoriciens de la *désorganisation/réorganisation* sont désormais devenus des classiques de la sociologie urbaine, suivis par le renouvellement des problématiques dû, par exemple, aux théoriciens de l'*interactionnisme social symbolique* (Blumer, 1937), à partir et au-delà de Chicago. Les études urbaines s'étaient ensuite multipliées, moins déterministes, avec Robert Ezra Park, Ernest W. Burgess, puis Roderick McKenrie, Frederic Trasher, Nels Anderson, Clifford R. Shaw et Henry McKay...

Mais à l'apocryphe de la seconde moitié du XX^e siècle, si la sociologie urbaine poursuivait ses travaux, la *tradition de Chicago* avait perdu de son influence dominante. Tout en poursuivant la tradition philosophique du pragmatisme et son prolongement dans l'interactionnisme symbolique, l'œuvre de Charles Wright Mills est caractéristique de ce glissement progressif vers de nouvelles influences théoriques, notamment la critique marxiste (Wright Mills, 1956) et sur le terrain, de nouvelles expérimentations, comme celle que tente alors Cuba. Pourfendant l'arrogance états-unienne, l'auteur invitait alors au respect des « *nations affamées* » du monde, en Amérique latine, en Asie, en Afrique (Wright Mills, 1960). Et bientôt, alors que le néo-malthusianisme battait son plein dans les cercles mondiaux influents, proposant des solutions brutales de réduction des naissances à l'acuité croissante des problèmes de pauvreté dans le monde, l'alternative n'était plus nécessairement constituée avec, comme option concurrente, le développement à partir des grandes cités. Au contraire ! Par exemple, dénonçant le « mur de silence autour du scandale de la faim dans le monde », le professeur brésilien Josué de Castro avait nourri la géographie humaine de son réquisitoire contre le néo-malthusianisme auquel les Nations-Unies semblaient prêtes à sacrifier, lui opposant

la solution de la réforme agraire pour accélérer le décollage des jeunes nations (de Castro, 1949). Il est vrai, même si le phénomène se révélait croissant, l'urbanisation apparaissait encore comme étant l'état d'une population minoritaire à la surface de la planète : même si elle était passée de 7 % des 650 millions de la population du globe au XVIII^e siècle, au premier seuil significatif de 20 % sur 1,7 milliard d'humains dès 1910, les urbains ne représentaient encore alors (1950) que 30 % des 2,5 milliards constitutifs de la population mondiale.

Dans ce contexte démographique, parler réforme agraire et se centrer sur le monde rural provoquait un vif écho auprès des populations du sud. À leur tour, les tiers-mondismes occidentaux soutenaient alors largement les discours qui réclamaient la réforme agraire, par exemple en Amérique latine depuis la redistribution de terres avec la révolution mexicaine de 1910-1917 (Cabedoche, 1990). Mais c'est surtout la révolution chinoise de Mao tse tung, généralement présenté comme le héraut d'une révolution authentiquement paysanne, qui inspirait cette focalisation, notamment en Europe (Melchior, 2017 ; Neveu, 2017) et souvent bien au-delà de la gauche radicale marxiste-léniniste (Reader, 1987, p. 21 ; Richard, 2017). Le paysan était ainsi devenu « *le prolétaire des prolétaires* », dont la défense de la cause était prioritairement légitime.

Cette représentation depuis l'étranger étant souvent construite sur des malentendus (Cabedoche, 2015 ; Rémy, 2017), les critiques ont, lentement, mais progressivement, surgi, jusque dans le période contemporaine : si le recrutement dans la lutte armée s'était effectivement développé dans les campagnes, l'armée de Mao s'était aussi très vite accommodée avec les propriétaires fonciers du monde rural, mais aussi dans les villes, avec les commerçants, les industriels.... Non seulement, Mao avait refusé d'armer les paysans, mais fin 1926, le PCC n'accueillait que 5 % de paysans. Au fur et à mesure que les armées du PC chinois s'étaient emparées des grandes villes, le pouvoir s'y était aussi déplacé. Certes, le *Grand bond en avant*, qui avait suivi, invitait au déplacement massif de la population urbaine vers les campagnes. Mais l'orientation stratégique est, aujourd'hui, de plus en plus analysée comme le choix d'une utilisation massive de la force de travail rurale, d'une part, pour remplacer l'inexistant capital fixe, avec un renforcement du contrôle exercé par le Parti sur la population rurale, d'autre part, pour empêcher la population excédante de se concentrer dans les villes. La

fameuse réforme agraire devait ainsi autoriser le libre transfert de capital aux entreprises industrielles et commerciales (Reeve, 1972). Mais le miracle de la construction rapide d'une industrie lourde dans les régions agricoles ne s'était pas produit. En 1960, la situation était devenue catastrophique, précipitée avec les mauvaises conditions climatiques. Dans les zones rurales, le refus du travail intensif s'était accru. Le projet de créer une petite industrie décentralisée avait échoué. Les syndicats ouvriers reprenant du pouvoir, la Chine avait alors commencé à s'ouvrir aux marchés occidentaux, contribuant ainsi à rendre moins rude la situation du prolétariat urbain. Mais pour certains observateurs critiques, avant même le passage dans la seconde moitié du XX^e siècle, le PCC était repassé d'un pouvoir régional instable, avec une base paysanne isolée, à un pouvoir reposant sur une base stable et urbaine (Hsieh, 1949). Chez les « tiers-mondistes » européens, l'effondrement du rêve à la fin des années 70 correspondait aussi à une nouvelle donne, concernant l'évolution démographique du monde (Cabedoche, 1990).

Depuis en effet, le modèle s'est déplacé. Certes, l'écologie politique s'est d'abord timidement traduite à partir de la fin des années 50 par la seule signature de pétitions pour la protection de la faune et de la flore (Journès, 1979) et les recherches d'authenticité dans le « retour à la terre » qui caractérisent aussi cet engagement ont d'abord traduit parallèlement le désarroi de jeunes citadins en perte de repères (Cabedoche, 2003). Mais la démographie urbaine poursuit son inexorable progression. Les statistiques se retrouvent à l'envi, citées dans de nombreux travaux, témoignant de l'ampleur du phénomène : 40 % sur les 4,5 milliards de la population totale habitent en ville en 1980, puis selon les derniers chiffres des Nations-Unies, 53 % des 7,2 milliards en 2013 (U.N., 2006). Pour 2050, les projections s'accordent à considérer que plus de 65 % de la population habitera en ville, incitant les pouvoirs publics à développer, sinon mettre en place, des programmes de planification urbaine rapides.

Aujourd'hui, les mégalo-poles justifient l'attention : 38 millions d'habitants pour Tokyo, 23 millions pour Shanghai, 21 millions pour Mexico, Mumbai et São Paulo, 20 millions pour Osaka... Car si la numérisation croissante de l'économie pousse à la déterritorialisation, les milieux financiers, par exemple, sont au contraire à la recherche de places financières et de centres d'affaires internationaux localisés : ceux-ci sont en effet ciblés pour leur effet de taille, afin de prévenir la dispersion et

pour leur stabilité, afin de réduire l'incertitude liée à des changements politiques brutaux ou à des pressions spéculatives hasardeuses (Sassen, 2001). Le phénomène est plus large encore que celui caractérisé par les seules mégalopoles. Ainsi, la majorité de la population vit dans des zones urbaines dans la plupart des continents : 82 % pour l'Amérique du Nord, 80 % pour la zone Amérique latine et Caraïbes, 73 % pour l'Europe. Les deux exceptions que constituent l'Asie, et surtout l'Afrique, devraient connaître une croissance démographique considérable de leurs principales cités urbaines, dans un avenir très proche. Pays au plus fort taux d'habitat rural, l'Inde offre déjà une projection de 37 % d'augmentation de sa population urbaine de 2014 à 2050, suivie par la Chine et le Nigeria (Centre d'actualité de l'ONU, 2014).

On comprend dès lors la prescription, émise il y a un peu plus de 10 ans depuis les Nations-Unies, par exemple par John Wilmoth, directeur de la *Division de la population* : « *Le succès ou l'échec de la construction de villes durables sera un facteur important pour la réussite d'un programme de développement pour l'après 2015* ».

La ville moderne en tant que facteur de développement pour la réussite des objectifs du 3^e millénaire

Eu égard à l'accroissement des phénomènes urbains, la ville est donc de plus en plus présentée en tant qu'objet incontournable des enjeux contemporains à l'échelle de la planète.

Les anthropologues nous convient ainsi à repérer ces lieux consacrant la fusion entre territoire et identité. Pour un nombre croissant d'humains donc, la résidence urbaine et le type de relations qui lui sont directement liées consacrent le vouloir-vivre ensemble, symbolisé par l'histoire et les monuments, les pratiques et les espaces géographiques participant de leur identité (lieux d'habitat, de prière, de formation, de travail, de pratiques sportives ou d'activités de loisir...). Mais au-delà, la ville offre aussi ses *non-lieux*, produits de la *surmodernité* : grand ensemble, autoroute, centre commercial, gare, aéroport, métro, chaîne hôtelière..., qui obligent à reconsidérer ces endroits « *où ne se lit pas immédiatement ni une identité, ni des relations, ni des symboles partagés* ». Pour autant, quelque chose se passe dans ces *non-lieux*, en termes de rapports sociaux sans intensité mais similaires, de l'ordre de la contractualité solitaire à l'origine d'une nouvelle

territorialité « nomade », que ne traduit pas le petit village enclavé (Augé, 1992 et 2006).

Depuis, la distinction peut être discutée, la contractualité ainsi définie dépendant du statut et de la temporalité de chacun (Debarbieux, 1993). Au-delà, cette question des statuts est particulièrement considérée à l'entrée dans le 3^e millénaire, avec la catégorie du *créatif*, baptisée même de « classe créative » par Richard Florida (Florida, 2002, 2005a, 2005b). Pour l'auteur, l'expression désigne les « talents », ceux qui innovent, inventent. L'expression renvoie aussi bien aux créatifs des industries de la connaissance (ingénieurs des départements R&D, financiers, juristes, chercheurs, informaticiens, consultants, « têtes pensantes » de l'administration, journalistes), qu'aux créatifs des industries et secteurs précisément dits « créatifs » (artistes, architectes, designers, stylistes, publicitaires, grands chefs cuisiniers, écrivains, stars du show-business, acteurs, médecins, concepteurs de plateformes digitales ou de jeux numériques...). Florida les désigne encore sous l'acronyme TAPE, rassemblant les secteurs des Technologies, des Arts et de la Culture, des Professionnels et du Management, enfin de l'Éducation. Tous représentent 30 % de la population active américaine, et surtout 70 % du pouvoir d'achat. Ils constituent trois catégories de créatifs, technologiquement hyper connectés. Le *creative core* définit ceux dont la production créative est porteuse d'un sens ou d'un concept nouveau, les « super-créatifs », à l'origine d'un « culturème » comme l'aurait désigné Abraham Moles (Moles, 1967). À leurs côtés, les *creative professionals* des secteurs « à forte intensité de savoir » mobilisent un nombre élevé de connaissances complexes pour résoudre des problèmes inédits. Enfin, les *bohemians* sont constitués par les créatifs du secteur artistique (pour Florida lui-même, « *les villes sans gays et sans groupes rock perdent la course du développement économique* »), dont la caractéristique cosmopolite peut être mesurée à partir d'un *foreign-born index*.

L'auteur se targue de centraliser les données concernant cette population, qui utilise son capital intellectuel et culturel pour créer de la richesse. Ses modes de vies, ses préférences en terme d'habitat, de lectures, de déplacements, d'achats, d'activités..., ses lieux de rencontre, de distraction, de consommation... sont ainsi modélisés, pour permettre ensuite de façonner l'environnement susceptible de les attirer. À leur tour, se déployant dans des secteurs d'activité à très forte valeur

ajoutée, ces créatifs stimulent le tissu économique urbain, puis étendent ce dynamisme (*trickle down effect*), jusqu'à autoriser un développement durable au-delà de la cité, dans des zones urbaines régionales (Perrin, 2015), parfois industriellement dégradées. Les enquêtes, menées par exemple à Seattle, affinent la perception des comportements de cette classe créative : même la banlieue n'attire plus cette population jeune, bien rémunérée. Dans la *tradition de Chicago*, Ernest Burgess avait déjà analysé l'expansion urbaine à partir du concept de *mobilité*. Mais son modèle de développement des villes américaines était cependant radial : à partir d'un centre des affaires le jour, désert la nuit (Burgess, 1925). Aujourd'hui au contraire, ce sont les centres-villes qui sont prisés, là où il est possible de se rendre au travail à vélo, de consommer des produits équitables, de trouver un restaurant à toute heure. Cette classe dynamique apprécierait en particulier « *la vitalité des rues, les cafés indépendants, les arts, la musique, les activités de plein air, ainsi que de vivre avec des personnes d'origine diverse...* » (Bréville, 2017).

Ce n'est pas la première fois que le contexte de mondialisation croissante ouvre les approches théoriques au thème de la mixité culturelle et de la stimulation créative qu'elle engendre. Mais jusque là, le propos concernait principalement le milieu entrepreneurial, plutôt que les collectivités publiques territoriales. Ainsi, les théoriciens néo-institutionnalistes des organisations (DiMaggio, Powell, 1983) avaient analysé la performance des entreprises comme de plus en plus liée à des logiques d'apprentissage de la différence sur le lieu de travail lui-même (Ely, Thomas, 1996) qu'en particulier, les multinationales doivent aujourd'hui prioritairement intégrer pour s'adapter aux enjeux nouveaux de la mondialisation (Rosenzweig, 1998, Dass, Parker, 1999). La *théorie de la ressource* conduit ainsi l'entreprise *glocalisée* à valoriser ce que les différents individus apprennent des autres perspectives culturelles, plus encore qu'à assimiler les différences ou à seulement les évaluer (Dass, Parker, 1999), pour ensuite diffuser la créativité ainsi générée et ses effets positifs au profit de tout son environnement sociétal.

Mais au passage du millénaire, ce sont les spécialistes de l'habitat et de la culture qui se sont précipités sur la thèse de Florida, car celle-ci établit de nombreuses corrélations spatiales entre le développement à partir des villes – et non plus des seules entreprises privées - et le taux élevé des indices d'ouverture culturelle et de

tolérance (*soft factors*), plutôt que les traditionnels indices (*hard factors*) : emploi, rémunérations, infrastructures. Ainsi, de nouvelles formes de créativité « citoyennes » sont aujourd'hui courtisées, aux côtés d'industries créatives composées d'organisations dont le moteur est le management de la créativité, à partir de produits à forte charge symbolique et capitalisés par les droits de la propriété intellectuelle et des services performants (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009). Plutôt que de provoquer l'affaiblissement de la territorialité, la mondialisation désigne au contraire une nouvelle géographie compétitive, avec ses zones apprenantes capables de faciliter le flux des idées et des compétences et ainsi, de prospérer. Le succès économique appartient désormais aux villes qui savent rentabiliser les « talents », en les attirant d'abord par la qualité de vie qu'elles offrent correspondant à leurs attentes et de nature à faciliter l'expression et le développement de leur créativité. Richard Florida appelle ainsi à mesurer la ville créative, caractérisée par les « 3 T » : Technologie, Talent, Tolérance. Cinq indices sont ainsi retenus : indice de haute technologie (pourcentage d'exportation des biens et services liés à la haute technologie) ; indice d'innovation (nombre de brevets par habitant) ; indice de tolérance (pourcentage symbolique de ménages gays) ; indice de « bohémiens » (pourcentage d'artistes et de créateurs culturels) ; indice de talents potentiels (pourcentage de la population ayant au moins le baccalauréat).

Depuis, le discours a été fortement relayé auprès des collectivités urbaines par les consultants en urbanisme ou en tourisme, exhortant l'aménagement urbain international à prendre acte de ce potentiel créatif en y concentrant l'allocation des ressources au profit de la cité moderne, sous peine de produire des administrations urbaines hiérarchisées, compartimentées, procédurières, finalement sclérosées par oubli de l'objectif (Landry, 2000). Séduites, un nombre croissant de collectivités territoriales ont ainsi parié sur ces stratégies modélisées par Florida, visant à créer un *people's climate*. Atout supplémentaire immédiat, leur coût de mise en œuvre apparaît moins onéreux et plus rentable que les politiques précédentes de séduction des entreprises industrielles par un *business climate*, ou que les efforts de développement de la formation et de l'enseignement supérieur pour un développement endogène. Ainsi, après l'expérimentation première de Milwaukee, le modèle a depuis été étendu à de nombreuses villes aux États-Unis : Memphis, San

Diego, Tampa, Rochester, Des Moines, El Paso, Milwaukee, Austin, Albuquerque, Baltimore, Detroit, Cleveland... Il a également gagné le Canada, avec Toronto, Montréal, Vancouver, Halifax, Winnipeg... ; l'Australie, avec Brisbane, Sydney... (Throsby, 2010) ; le Moyen Orient, avec Dubaï, Jérusalem... ; voire l'Afrique, avec Le Cap.

Depuis, la thèse prétend exporter son modèle en Europe (Florida, Tinagli, 2004). Sébastien Chantelot rappelle que le projet de recherche européen *Technology, talent and tolerance in European cities : A comparative analysis* a été l'un des principaux relais de l'adaptation de la thèse au niveau des villes européennes (Chantelot, 2009). L'expertise du *Creative City Group*, le cabinet particulièrement rentable de Richard Florida, a ainsi été sollicitée par les villes de Dublin, Pampelune.... Les travaux de Marlet et Van Woerkens en ont encore porté la démonstration en Hollande (Marlet, Van Woerkens, 2007). Au Danemark, le parti *Det Radikale Venstre* a même construit son programme politique *The creative Denmark*, en valorisant la *creative class*. Comme le rappelle Sébastien Chantelot, la géographie de la « classe créative » concerne encore la Suède, la Suisse, la Norvège, l'Italie et la France. La préconisation gagne également les instances internationales. L'Unesco fonde un *Réseau des villes créatives* en 2004, tandis que la Présidence et la Commission de l'Union européenne proclament 2009 « année européenne de la créativité et de l'innovation ». Grâce aux indicateurs établis par Richard Florida, de nouveaux classements sont ainsi effectués entre « villes créatives » et des stratégies de communication y sont élaborées, afin de gagner en rang et s'imposer sur le terrain des trois T (Technologie, Talent et Tolérance).

En France, bien que les domaines concernés par les industries créatives ont été pris en compte dès les années 80 par le ministère de la Culture, l'intérêt a été plus tardif, autant chez les praticiens que chez les chercheurs (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009). À la fin de la première décennie du millénaire, seules, deux collectivités locales étaient recensées : Lyon, première ville française à adhérer au *Réseau International des Villes créatives* de l'Unesco et l'agglomération lilloise, chef de file de l'*Integrated Urban Development Transnational Exchange, Social Inclusion in Europe*. Le mouvement s'est depuis étendu, notamment plus récemment à Grenoble, la plus grande métropole alpine avant même Innsbruck et Bolzano.

L'expérience de Grenoble, terre d'accueil idéal de la *creative class*

Sur le plan théorique, Grenoble présente déjà l'intérêt d'avoir été la ville de réédition française d'une des premières études de sociologie urbaine liée à l'immigration, lorsqu'écrivant *Le Ghetto* en 1928, Louis Wirth avait enrichi la sociologie urbaine dans la *tradition de Chicago* (Wirth, rééd. en français 2006). L'auteur avait montré une intégration en deux temps de la communauté juive, dans l'intégration d'abord de territoires spécifiques, relais transitoire réduisant les effets désintégrateurs culturels de la ville, avant la dilution dans le territoire d'accueil et la contribution à l'enrichissement de celui-ci avec les générations suivantes. Même si la distanciation temporelle et théorique fait aujourd'hui état « *d'une idéologie assimilationniste dans sa version melting pot aujourd'hui quelque peu datée* », l'ouvrage reste reconnu pour sa fécondité sur la question de la ségrégation urbaine (Yon, 2006).

L'identité historique et contemporaine de la « capitale des Alpes » se prête particulièrement à l'expérimentation encouragée par Richard Florida : depuis le XIX^e siècle, la cité est déjà reconnue en tant que centre traditionnel d'innovation dont on ne compte plus les produits, aujourd'hui banalisés (bouton-pression, remontée mécanique, gant, automate, ciment artificiel, mais aussi énergie hydroélectrique, capteur pour airbags, écran plat, ticket sans contact, silicium isolant équipant les consoles de jeu...). Qui plus est, Grenoble présente une des croissances démographiques les plus rapides de France, avec une population jeune (le taux de sa population de plus de 60 ans y est inférieur à la moyenne nationale) ; sensible à la parité (le nombre de femmes y est supérieur au nombre d'hommes). Grenoble offre encore une mixité de cultures, sa population se renouvelant par tiers tous les 10 ans. Le phénomène est d'abord historique (tradition d'immigrations venant du sud depuis le XX^e siècle oblige). Plus récemment, la mobilité importante de sa population (deuxième communauté anglo-saxonne après Paris) s'explique par l'implantation sur son territoire d'entreprises multinationales, spécialisées notamment sur le terrain des nouvelles technologies (plus de 10 000 cadres) et par son statut de grand centre scientifique et universitaire européen de tout premier plan. Ce que traduit encore l'effervescence de sa communauté étudiante et de sa gouvernance universitaire : accueillant déjà une université populaire depuis 2007 et l'Université inter-âge du Dauphiné, les acteurs universitaires se sont récemment fédérés sous le label GUI (*Grenoble*

Université de l'Innovation), avant de se regrouper en *Université Grenoble Alpes* en janvier 2016. À titre d'exemple, la chaire Unesco en *Communication Internationale*, accueillie au sein de cette Université Grenoble-Alpes, a été la première et, pendant près de 20 ans, la seule chaire Unesco reconnue par l'Unesco. Plusieurs grandes écoles sont encore présentes sur le territoire grenoblois : Institut et École Polytechnique, Institut d'Études Politiques, Institut d'Administration des Grandes Entreprises, Institut d'Urbanisme, ainsi qu'une École de management, une École supérieure d'Arts, une École nationale supérieure d'architecture, un conservatoire de musique à rayonnement au moins régional, une antenne de l'École nationale de l'aviation civile ou un Institut européen de données financières... Grenoble est encore réputée pour sa recherche scientifique de premier plan, que traduisent notamment l'implantation du plus important synchrotron de la planète ou encore le lancement de *Minatech*, à l'initiative du CEA-Leti et de Grenoble INP. Grenoble s'enorgueillit ainsi de ses grands pôles de compétitivité à réputation mondiale, dans les domaines des bio, micro et nanotechnologies (l'un des trois plus grands centres mondiaux avec New York et Taïwan), des énergies renouvelables (*Tenerdis* travaille ainsi à l'amélioration du rendement des panneaux solaires et le CEA-Grenoble à l'amélioration des batteries pour véhicules électriques), de la chimie et de l'environnement, chacun de ces pôles étant auréolé de prix prestigieux dont un prix Nobel sur le magnétisme. Enfin, la métropole fourmille de PME-PMI et de *start-ups*.

L'action publique est largement impliquée dans ce développement. Attachés à doter la ville d'un campus d'innovation de rang mondial, les autorités municipales ont ainsi lancé en 2007 le projet *Grenoble Innovation for Advanced New Technologies* (GIANT). Grenoble a alors gagné le surnom de « Silicon Valley à la française » ou encore de « Cambridge français ». Sans que la référence à la thèse de Richard Florida ne soit expressément citée, la ville présente ainsi tous les atouts de nature à séduire la *creative class*, déjà installée sur son territoire et à en attirer de nouveaux membres. Ainsi, en 2016-2017, la ville a été placée par le magazine *L'Étudiant* en tête du palmarès des villes françaises en termes de qualité de vie pour les étudiants, ajoutant ainsi au prestige de la vie estudiantine, déjà goûtée par Jacqueline Kennedy ou Abdoulaye Wade.

Les aménités urbaines sont d'abord naturelles, que la municipalité exploite de longue date : ensoleillement remarquable, légèrement supérieur à Toulouse, Bordeaux et Lyon ; relief de plaine, qui en fait la ville la plus plate de France, donc la plus ouverte au déplacement à vélo ; cours d'eau la traversant qui, de fait, limitent la construction des infrastructures souterraines, mais poussent aussi au développement de transports publics « en surface », plus séduisants. Enclavée entre les massifs du Vercors, de la Chartreuse, du Taillefer et la chaîne de Belledonne, la « capitale des Alpes » constitue aussi un carrefour attractif, à proximité des grandes stations de ski : à vol d'oiseau, à 15 kilomètres de Chamrousse et 25 km de l'Alpe Duez.... La ville est également proche de nombreux centres culturels et de loisirs : moins de 50 kilomètres de Chambéry, proche de Lyon (moins de 100 kilomètres), de la Méditerranée (200 kilomètres). Elle s'offre en carrefour international, à quelque 150 kilomètres de Turin et à une centaine de kilomètres de la frontière suisse. Même s'il reste peu de traces de son passé moyenâgeux, hormis le groupe cathédrale et une église collégiale, Grenoble peut encore tirer avantage de ses enceintes surplombantes, témoignant de l'art des fortifications des XVI^e et XVII^e siècles.

Grenoble est également reconnue en tant que laboratoire social urbain, au point de constituer le « mythe grenoblois », illustré depuis les élections municipales de 2014 qui voient la cité élire le seul maire écologiste des agglomérations de plus de 10 000 habitants. La ville sait ainsi développer la qualité de vie *a priori* recherchée par la *creative class*, selon les indices de Florida. Un service de vélocation *Métrovélo* et tout un réseau de pistes cyclables déjà fonctionnels expliquent l'attribution du « Guidon d'or » à la ville par la *Fédération française des usagers de la bicyclette*, pour la généralisation des double-sens cyclables (le nombre des cyclistes avait déjà augmenté de 60% en cinq ans de 2002 à 2007). Les équipements sportifs prolongent l'attractivité de la ville, qui a accueilli les *Jeux Olympiques d'hiver* en 1968. Des voies vertes ont été aménagées le long des rivières Isère et Drac et des activités de kayak ont été développées sur la rivière Isère, où la navigation des péniches n'est plus autorisée depuis soixante ans... Une cinquantaine de parcs et la création de coulées vertes avec l'extension du tramway attendent également les visiteurs en mal d'environnement naturel. Le réseau de transports collectifs autorise la vie nocturne : bien que de petite taille, le centre-ville comprend de nombreuses

boutiques - dont certaines de luxe - et est quadrillé de petites places accueillantes, bordées de brasseries, restaurants et bars branchés dans son centre piétonnier. « Quartier latin de Grenoble », la rive droite de l'Isère offre encore ses pizzerias exotiques. Autant de points de rencontres attractifs, pour une population au pouvoir d'achat légèrement supérieur à celui de la moyenne nationale et dont le taux de chômage y est par contre inférieur (7,6 % en 2017).

La ville sait aussi enrichir son *people's climate*, par une activité culturelle et associative intense, dont témoignent par exemple ses nombreux festivals consacrés au cinéma : festival du film court en plein air ; rencontres du cinéma de montagne, du cinéma italien... Ceux-ci illustrent aussi l'ouverture de la ville à toutes les diversités : accueil chaque année du festival *Vues d'en face*, un des premiers festivals français favorisant la diffusion des films gays et lesbiens ; *Marche et Semaine des fiertés*, organisé depuis 2014 par le centre *LGBT Cigale*... Les festivals de musique témoignent encore de cette ouverture culturelle, comme *Les Détours de Babel* ou le *Cabaret Frappé*, dont la programmation se révèle des plus éclectiques. Grenoble a su élever en son sein quelques célébrités nationales de la chanson, (Michel Fugain, Calogero, Anaïs Croze, Pep's...) et attirer en son Palais des sports des stars internationales (Elton John, Bob Dylan...). Fondé en 1698, son *musée des Beaux-Arts* est l'un des grands et des plus riches, parallèlement aux musées labellisés « musées de France », comme ses musées ethnographiques et archéologiques, renvoyant aux origines et à l'histoire de la région ; *musée Stendhal*, qui rappelle l'origine grenobloise de l'écrivain ; *musée de la Résistance*, qui renvoie au passé récent de lutte contre l'occupation allemande, notamment dans le Vercors.... Il convient d'ajouter le *festival du Millésime*, manifestation œnologique, offrant un important programme de dégustations, de rencontres d'auteurs et d'ateliers œnophiles (1^e festival œnologique de France). Enfin, le territoire permet de nombreuses pratiques religieuses, disposant des lieux de culte catholique, protestant (dont l'Église anglicane), orthodoxe, israélite, musulman, bouddhiste... Par ailleurs, Grenoble est régulièrement choisie en tant que terrain d'expérimentation de débats publics sur des sujets sensibles : nucléaire, nanotechnologies, associant le quotidien national *Libération* (Cabedoche, 2008a et 2008b). En 2015, Grenoble recevait le label *Ville Internet @@@@* pour la septième année consécutive.

Autre atout de choix pour la « classe créative » selon Florida, Grenoble s'est récemment mobilisée en faveur du développement durable, s'engageant à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. La municipalité s'est ainsi investie dans une politique de déplacements « doux », de mixité des usages et de performance énergétique, notamment au niveau du bâti. Ce qui, depuis 2009, lui a déjà valu de nombreux prix (par exemple, celui de ville championne pour le développement du solaire et de l'énergie-bois, celui de la *Marianne d'Or du développement durable...*). Grenoble a encore gagné la première place au palmarès santé, que lui a reconnue la revue *Impact Médecine* en 2008. Aux nombreux sites naturels d'escalade qui entourent la ville, il faut ajouter les infrastructures sportives, multipliant les opportunités de pratiques sportives au quotidien : salle omnisport, terrains de football, de rugby, de hockey, patinoire, piste de roller.... Indices de cette attractivité, la ville offre plus de 350 clubs sportifs, pour le tiers de sa population pratiquant régulièrement une activité sportive. Des manifestations sportives contribuent encore à son éclat : depuis les JO d'hiver de 1968, Grenoble a accueilli les championnats d'Europe *indoor* d'athlétisme, la Coupe Davis de tennis, les masters de la perche, les championnats du monde de boxe, des matchs internationaux de sports d'équipe, le criterium cycliste du *Dauphin Libéré*, des jumpings internationaux... Enfin, depuis 2009, la municipalité est engagée dans le projet européen *Urban Nose* en faveur de l'économie solidaire, dans laquelle de nombreuses associations, coopératives et mutuelles sont impliquées.

Ainsi, Grenoble se présente idéale pour expérimenter la thèse de Florida, s'il n'y avait l'ombre de présences mafieuses sur son territoire et le choix symboliquement répulsif de la ville par certains politiques nationaux pour ternir l'image d'une agglomération ouverte à l'immigration. En 2010, le président Sarkozy y avait tenu son discours - regretté depuis par l'homme politique lui-même - de stigmatisation de populations étrangères non intégrés, notamment des Roms, dans une lecture ethnique de la ville pourtant théoriquement confondue, au moins depuis les travaux de sociologie urbaine de la *tradition de Chicago* (McKay, Shaw, 1942) et une conception de la déviance détachée de toute désignation sociale, contrairement par exemple aux enseignements des auteurs *interactionnistes* (Berker, 1963 ; Goffman, 1963).

Dans un esprit tenant compte au contraire des évolutions de la sociologie urbaine et des autres disciplines des sciences humaines et sociales, associée à de nombreux partenaires privés, associatifs et publics (dont la ville) et à la chaire Unesco *Communication Internationale* de l'Université Grenoble Alpes, l'association *Culture et Développement* a clairement affirmé l'enjeu contemporain pour la ville, en organisant à Grenoble en septembre 2017 un forum international sur le thème *Creative Mobilities*. Si l'influence de Florida n'est pas citée, l'objectif peut y renvoyer. La thématique prend aussi acte du constat établi par de nombreux auteurs, selon lequel « *habiter en ville ne rend pas sédentaire* » et ne réduit pas la question de l'identité au détour foncier, « *même si celui-ci fait partie du jeu* » (Retallié, 2006, p. 50). Déjà, les pionniers de la tradition de Chicago avaient jugé que la ville incarne la mobilité, ne partageant pas un enracinement local sur plusieurs générations comme dans les communautés villageoises et, de ce fait, dessinant l'identité urbaine au carrefour des micro-sociétés de l'individu urbain reconstruit en de multiples facettes. Pour l'événement grenoblois de septembre 2017, la mobilité est en soi, considérée comme créative, jusque même constituer l'atout majeur d'un développement patrimonial et humain urbain à la fois économique, sociologique, social, culturel, et réellement inclusif. Les partenaires stratégiques infrastructurels reconnus ont été identifiés comme étant les transports collectifs, considérés aussi bien en tant que lieux de création que de lieux alternatifs de diffusion, d'échanges et de mixité. Les acteurs humains sont également expressément nommés : décideurs, experts, chercheurs, donneurs d'ordres, professionnels, usagers, artistes et acteurs économiques, aménageurs publics, bref tout ce que la ville peut accueillir de créatifs. « *Il est toujours question de créativité : créativité des usagers et des citoyens, créativité des entreprises, des aménageurs et des pouvoirs publics, créativité des territoires, créativité des artistes et des acteurs culturels au delà du simple impact économique [...] Ambassadeurs de la mobilité, les acteurs culturels et créatifs sont en effet les principaux partenaires à sensibiliser et à associer* », comme l'annonçait le flyer descriptif du programme.

L'appel a été particulièrement entendu. Et dans les médias, le succès frise l'unanimité, apparemment sans questionnement. Le quotidien régional, *Le Dauphiné*, a même consacré un dossier spécial à l'événement, supplément de son

édition du 10 octobre 2017, titré « *La mobilité durable a fait sa révolution* ». Pour le quotidien régional, « *il ne manquait rien à la réussite de l'événement* ».

Il faut aller chercher sur les réseaux sociaux, pour rencontrer une fausse note, unique, émanant d'un *Collectif de citoyens grenoblois et de militants qui souhaitent que la ville change*. Le message critique dénonce « l'enfumage général » d'une campagne de communication trop générale pour être véritablement signifiante (« *qui est contre le fait de vouloir construire l'imaginaire des mobilités ?* »), saturant l'espace public « *pour meubler l'absence de débat contradictoire* » et ne faisant jamais état du coût des prescriptions émises au nom de la ville créative.

L'outrance du vocabulaire freine peut-être la prise en considération de l'opposition dans les médias classiques et les institutions parties prenantes. Pour autant, la référence à la « ville créative et ouverte à la mobilité » ne s'est pas développée sans distanciation critique de la part de la recherche en sciences humaines et sociale, en particulier dans sa dimension motrice pour le développement humain. Ainsi, la question peut se poser, jusqu'à considérer ces politiques comme autant de stratégies de captation des ressources, aux dépens d'autres entités territoriales et secteurs de l'activité humaine.

LA VILLE, LIEU DE CAPTATION DES RESSOURCES, FINANCIERES, ECONOMIQUES ET HUMAINES ET HYPOTHEQUE POUR LE « DEVELOPPEMENT DURABLE » ?

Dès 2007, depuis le Royaume-Uni, des chercheurs ont appelé à une réflexion critique à l'encontre de ce qu'ils désignaient comme l'« *idéologie animatrice de la supposée ère numérique* » (Schlesinger, 2007 ; Pratt, 2010). La qualification de théorie économique attribuée à la thèse de Richard Florida a même été ravalée au rang « *d'opinion politique* » (Darchen, Tremblay, 2008). Pour autant, la recherche critique a d'abord été lente à se développer, à propos des « industries créatives », qui gouvernent elles aussi le principe du développement urbain contemporain, en particulier en France (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009). À la fin de la 1^e décennie du millénaire, seuls quelques travaux avaient timidement esquissé cette distanciation (Suire, 2006 ; Gaschet, Lacour, 2007 ; Lacour, Puissant, 2008). Par ailleurs, les premiers résultats des villes créatives n'ont pas systématiquement provoqué l'enthousiasme, activant la critique du « modèle Florida ». La distanciation

s'est ainsi progressivement construite, aux doubles niveaux, expérimental et théorique.

Une recherche critique combinant approche expérimentale et distanciation théorique

L'émergence du questionnement doit donc se comprendre, d'abord, en relation avec le développement des politiques urbaines autour des villes créatives depuis la fin de la première décennie du millénaire. Car le modèle de Florida s'est présenté idéal pour le marketing territorial de collectivités urbaines, parfois en panne d'élan. Les auteurs notent que les politiques et technocrates se sont ainsi accrochés aux notions d'« industries créatives », de « villes créatives », de « territoires créatifs », comme à une bouée de sauvetage dans la tempête économique mondiale (Liefoghe, 2013). D'une part, le modèle élargit la palette d'attractivité des territoires urbains, en concurrence de plus en plus vive les uns par rapport aux autres avec la mondialisation croissante : ceux-ci peuvent ainsi articuler qualité de vie et respect de l'environnement, culture, gouvernance « citoyenne » et promotion d'activités économiques moins menacées par le risque de délocalisation, donc *a priori* rentables. Ainsi, traumatisées par un passé industriel récent en perte de vue, se sont vite portées candidates aux Etats-Unis les villes de Milwaukee, en perte d'emplois ouvriers dès la fin des années 60 et Seattle, touchée par les licenciements de Boeing en 1970. D'autre part, le modèle de Florida érige des valeurs de consensus, voire de « réconciliation », difficiles à contester (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009). « Tous ravis ! », avait conclu en ce sens l'organisateur de la *Journée des Creatives Mobilities* de Grenoble en septembre 2017. De la même façon, les boutiques de Seattle affichent aujourd'hui : « *La haine n'a pas de place ici* », vantant les « 3 T » caractéristiques des indicateurs de la réussite de la ville, dont l'indice de tolérance.

Les chercheurs ont pu reconnaître quelques atouts à la proposition de Richard Florida. Ils l'ont même parfois reprise : la thèse a ainsi permis à certaines disciplines académiques, par exemple aux spécialistes de l'habitat ou de la culture, de retrouver une certaine légitimité sociale, susceptible de contrebalancer le poids de la géographie urbaine ou de l'économie industrielle. La démarche offre apparemment un renouvellement des analyses économiques, avec l'introduction de la mesure de la créativité et la prise en compte du capital humain, que les théories classiques négligeaient trop souvent autour d'un *homo œconomicus* abstrait. Ainsi,

considérer le facteur artistique et culturel parmi les facteurs de dynamisme de l'économie est reconnu comme une idée féconde, immédiatement exploitée dans de nombreuses recherches postérieures (Eckert, Grossetti, Martin-Brelot, Peyroux, Thouzellier, 2008). À partir de cette nouvelle gamme d'outils de mesures du développement humain, les expérimentations sur le terrain ont même révélé des corrélations spatiales proches de celles déjà exposées par Richard Florida, par exemple dans sept ou huit pays d'Europe (Boschma, Fritsch, 2007 et 2009). Plus récemment, la vérification s'est faite à partir de 13 villes européennes : Toulouse, Poznan, Barcelone, Milan, Helsinki, Amsterdam, Munich, Leipzig, Riga, Budapest, Dublin, Birmingham et Sofia (Eckert, Grossetti, Martin-Brelot, 2012). Les travaux européens s'interrogeaient alors essentiellement sur l'adaptabilité du modèle au continent (Chantelot, 2009), sans que le questionnement ne soit pour autant hors actualité aujourd'hui, par exemple pour Tallinn en Estonie (Tafel-Viia, Lassur, 2015). Mais la corrélation rencontre aussi ses limites, aussi bien en Europe (Eckert, Grossetti, Martin-Brelot, 2012) qu'aux Etats-Unis (Scott, 2010) et les approches critiques vont très vite se multiplier.

La première distanciation scientifique concerne la dimension novatrice, présentée par Richard Florida, de nature à renforcer l'attractivité commerciale ... de son propre cabinet d'expertise. L'argument est très tôt discuté, par exemple par Edward L. Glaeser (Glaeser, 2004) dont l'analyse renvoie aux thèses néo-institutionnalistes citées *supra*, instituant la firme qui se présenterait ouverte à la diversité et à la nouveauté comme le moteur du développement, dans un contexte de mondialisation et de concurrence croissante des économies. Si ce n'est l'ajout du facteur tolérance (Darchen, Tremblay, 2008), nombreux auteurs (Levine, 2004 ; Hansen, 2008 ; Reese, Sands, 2008...) ne manquent pas de noter la paternité des principales mobilisations théoriques de Florida chez des auteurs de la seconde moitié du XX^e siècle : Drucker, Jacobs, Reich, Brooks, Mumford..., voire de la fin du XIX^e siècle et de la 1^e moitié du XX^e siècle : Veblen, Mills... (Darchen, Tremblay, 2008). Ils retrouvent ainsi de nombreux points communs dans la tradition de l'*École de Chicago* ou encore chez des auteurs de l'école suédoise de Lund.

La mise au point établie, les auteurs critiques se concentrent parallèlement sur l'argument majeur de Richard Florida, à savoir l'attractivité des villes à partir d'une politique urbaine favorable à la venue de la *classe créative*. Le rapport entre

mobilité, créativité et développement humain a largement été valorisé lors du forum de Grenoble en septembre 2017. Or, jusqu'à présent, la démonstration ne trouve pas confirmation de manière définitivement convaincante. Ainsi, à la faveur d'une étude récente pour l'Europe, la mobilité spatiale attribuée aux populations ciblées – si on exclut la population étudiante, non concernée par l'étude – ne concerne qu'un quart des populations identifiées comme créatives dans les travaux (Eckert, Grosseti, Martin-Brelot, 2012). En moyenne pour les villes européennes étudiées, plus de la moitié de ces créatifs sont nés dans la ville d'établissement et seuls, 12 % viennent de pays étrangers, avec seulement un pic de 50 % à Dublin. Les *soft factors* n'interviennent ainsi dans le choix d'installation que pour un peu plus de 10 % d'entre eux, sachant que certains de ces facteurs ne dépendent pas d'impulsions politiques, mais d'aménités naturelles et environnementales (proximité de la nature, taille de la ville, « cordialité » de l'environnement urbain), ce que d'autres travaux ont également confirmé (McGranahan, Wojan, 2007). Directement liée à la politique urbaine des collectivités considérées, la diversité des équipements de loisir et de divertissement ne vient qu'en second choix, voire bien au-delà du classement des motivations par ordre décroissant d'attractivité. Les logiques sociales, que présuppose Richard Florida, ne se vérifient donc pas de manière probante : pour la classe créative comme pour les autres catégories de la population, les choix spatiaux sont aussi contraints par d'autres caractéristiques (histoire personnelle, famille, réseaux sociaux...) (Dubucs, 2015). On ne choisit pas sa ville de résidence comme sa destination touristique ! Le rôle des *soft factors* ne serait effectif auprès des professionnels de la créativité que par rapport à leur décision de rester.

Et pour ce qui concerne les cas d'effectivité de la corrélation, les auteurs dénoncent la monocausalité de la démonstration, qui écarte par exemple l'explication du succès de certaines régions urbaines également par la flexibilité accrue de l'appareil de production, comme à Ottawa et Saint-Laurent, par exemple (Darchen, Tremblay, 2008). Les objections parlent encore d'inversion de la causalité, ou pour le moins de « causalité circulaire et cumulative » (Shearmur, 2010). Car on peut effectivement se demander si ce n'est pas la création d'emplois et les opportunités professionnelles liées au développement économique de cités, par ailleurs offrant les meilleurs indices concernant des *soft factors* ainsi surévalués, qui attirent les

créatifs et consacrent les aménités urbaines ainsi saisies (Scott, 2005 ; Marlet, Van Woerkens, 2005 ; Eckert, Grossetti, Martin-Brelot, Peyroux, Thouzellier, 2008 ; Hansen, Niedomysl, 2009 ; Grossetti, 2009 ; Shearmur, 2010...). D'autres soulignent que la créativité ne se soumet pas à quelque orchestration et injonction politique que ce soit, mais relève plutôt de réseaux de production, de travail et de vie sociale auto-constitués (Hall, 1999 ; Scott, 2006). Et de fait, les centres urbains animés ont parfois moins systématiquement leurs faveurs que les banlieues où le rapport espace/charges fiscales et prix des loyers est plus favorable au développement de leurs activités (Levine, 2004 ; Darchen, Tremblay, 2008), ce que le journaliste du *New York Times*, David Brooks (Brooks, 2002), appelle *springler city* (la ville des arrosoirs automatiques). Par contre, allant dans le sens des *creative mobilities* imaginées à Grenoble autour de l'attractivité des transports publics, leur choix peut parfois se justifier par les facilités d'accès en centre ville (Glaeser, 2004), où une dynamique de localisation s'exercerait au niveau des *bohemians*, stimulée par la densité urbaine (Andersen Vaarst, Lorenzen, 2007).

Pour autant, la relation entre développement urbain et classe créative n'apparaît pas probante. D'abord, sauf en France où on observe parfois une corrélation entre développement économique urbain et présence d'une classe créative (Boschma, Fritsch, 2009), les différences entre villes semblent insuffisamment significatives, qu'elles aient ou non suivies les consignes stratégiques de Richard Florida (Bourdin, 2005). Faute d'échantillons suffisamment larges dans les enquêtes, la question de la relation de causalité entre facteurs urbains et localisation de la classe créative reste donc entière.

Les critiques se sont surtout déchaînées, quant aux méthodes et à l'arrière-plan conceptuel de la démonstration de Richard Florida. Il lui a d'abord été reproché l'opacité de la constitution des *focus groups*, rassemblés, sinon orientés (Malanga, 2005) par l'auteur pour construire son argumentaire (Darchen, Tremblay, 2008 ; Shearmur, 2010 ; Chantelot, 2010). Pour certains, la politique a précédé la preuve (Faricy, Hoyman, 2009).

Mais c'est surtout le concept de *classes créatives* qui a heurté une bonne quantité de chercheurs, même si, comme le remarque Sébastien Chantelot tout en regrettant le côté approximatif de l'appellation, le projet de recherche *3T in European cities* repère une correspondance entre les catégories de Florida et les

nomenclatures institutionnelles (*SOC états-unien*nes et *ISCO internationales*). Pour certains cependant, la référence n'apporte rien, sinon un saisissement plus précis par la catégorie *profession* que par l'appellation abstraite du *talent* (Glaeser, 2004), lequel, par ailleurs ne dit rien de ce qu'en font les acteurs qui en sont porteurs. Mais là encore, la précision est insuffisante : la sélection de Florida ne dit rien du processus de créativité que ces professions mobilisent (Markusen, 2006). C'est ce point méthodologique de la critique qui est généralement formulé, empêchant le repérage statistique : comment passe-t-on de la créativité des entreprises à l'analyse de la créativité artistique ? (Sanchez-Serra, 2015). La référence reste ainsi « non stabilisée » (Chantelot, 2009) et n'aide pas à prédire quoi que ce soit de significatif en termes de croissance économique urbaine et d'évolution des salaires (Donegan, Drucker, Goldstein, Lowe, Malizia, 2008 ; Faricy, Hoyman, 2009). Par ailleurs, le champ des professions et activités ainsi désignées est jugé trop large, « bidon » (Levine, 2004), « surévalué » (Darchen, Trembay, 2008), « artificiellement et statiquement homogène » (Bourdin, 2005) : rien ne prouve que, par exemple, les « bobos » existent en tant qu'acteur collectif, dont les attentes seraient de même nature et que la catégorie de créatif fasse même sens, pour ses membres comme pour les autres. Certains auteurs interrogent ainsi l'instrumentalisation de la mythologie du « village urbain », ou du « quartier bohème », qui fonctionnerait au profit de la revalorisation de territoires en pleine mutation économique et sociale (Boichot, 2015).

Plus récemment et plus largement à propos des « industries créatives », Philippe Bouquillion, Bernard Miège et Pierre Mœglin (2009) mettent en garde les acteurs, contre l'amalgame tentant, entre d'une part, la créativité, c'est-à-dire la capacité à inventer des idées originelles et des voies nouvelles et, d'autre part, la création culturelle et intellectuelle. Certaines activités ainsi englobées exigent le recours aux techniques de management de la créativité, d'autres pas ; certains obéissent à des stratégies de marques, d'autre pas ! Alors, la question se pose de savoir quelle activité est réellement soutenue par la puissance publique, derrière ces convocations terminologiques faussement acquises : en appuyant certaines attentes d'un secteur délimité, ou certains usages des TIC comme déjà préconisé par certains (Kaplan, Marcou, 2009), l'économie créative pourrait correspondre à un détournement des investissements aux dépens de l'ensemble de la collectivité.

Ainsi, face à la notion de « classe » qu'ils estiment galvaudée, certains ne voient plus dans la thèse de Florida qu'un mélange subtil de libéralisme social et d'idéologie néo-libérale, finalement élitiste (Vivant, 2006 ; Shearmur, 2010). D'autres élargissent la critique à tout discours sur le travail créatif, qui disposerait ainsi une harmonie de principe, discutable, entre épanouissement personnel, redistribution sociale et réconciliation du capital et du travail (Banks, Hesmondhalgh, 2009). Sur le terrain, les témoignages commencent à s'insurger, contre ces règles de la dévotion totale sur fond de paupérisation insoupçonnée que les industries créatives de la mode, par exemple, imposent à leurs créatifs « petites mains », maquilleurs, coiffeurs, photographes, stylistes et modélistes, voire mannequins (Mensitieri, 2018).

Sur le terrain, le déplacement du questionnement est désormais vivement conseillé (Vivant, 2006), au niveau du rôle effectif joué par ces « créatifs » et des effets de réalité des politiques des villes créatives. Le paradoxe semble s'articuler aujourd'hui au niveau de la contradiction croissante entre deux types de marketing urbain : d'une part, inciter les entrepreneurs à s'impliquer et développer leurs activités et, d'autre part, convaincre les habitants de la qualité des services urbains locaux (Loublière, 2005 ; Baraud-Serfaty, 2008). Ce repérage permet des conclusions plus assurées, selon que l'acteur créatif considéré est réduit à un secteur d'activités, ou selon que l'accent est mis sur le développement de processus de créativité, sans circonscription autre que celle de concitoyens, entendus en tant que ressource principale de créativité. Ce dernier pari semble être celui de Grenoble, exprimé lors de la journée des *Creative Mobilities* de septembre 2017.

Mais pour les cités ayant préalablement ouvert la voie, l'approche du développement local créatif a surtout correspondu à des « stratégies urbaines entrepreneuriales » (Peck, 2005 et 2007), au profit de populations déjà nanties et aux dépens de certaines activités, par exemple liées au spectacle vivant (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009) ou à l'aménagement scolaire (Lévine, 2004). Des investissements pourtant plus urgents, mais moins visibles (Shearmur, 2010) ont aussi pâti de la « ville marketing », voire de la « ville franchisée » (Morvan, 2005). Présentée sous l'angle du renforcement du lien social, de la communication sociale et du développement durable, la stratégie territoriale peut ainsi entraîner sur le terrain de nouvelles disaménités urbaines et autres effets pervers. Ainsi, à

Milwaukee, certains auteurs ont déjà constaté que les investissements ciblés et concentrés dans le centre s'étaient finalement révélés avoir été faits au détriment de l'ensemble de la population de l'agglomération en termes de financements d'équipements (Zimmerman, 2008). À Seattle, « meilleure ville pour les hipsters » et 4^e du palmarès créatif 2012 devant Austin, le bénéfice a surtout concerné les entreprises et les spéculateurs immobiliers, développant un « entre-soi créatif », aux dépens de la diversité sociale et présentant finalement un certain nombre d'effets pervers (Bréville, 2017). Par ailleurs, outre les collectivités territoriales, les généreux entrepreneurs privés travaillant avec la société de Richard Florida comptent parmi les principales industries du luxe (*Bacardi*, *BMW*, *Absolute Vodka*, *Le Méridien...*) et certains des GAFAMN (*Google* et *Microsoft*, par exemple). En France, les politiques culturelles ont souvent été en décalage avec les cultures urbaines juvéniles, notamment lorsque celles-ci se sont présentées en dehors de la légalité : *rave*, *street art*... (Agbobli, 2009, p. 209).

Le dernier questionnement critique concerne la généralisation du modèle à l'ensemble de la planète pour répondre aux enjeux du développement durable. « *Il est fort possible qu'il y ait des différences d'un pays à l'autre et que la thèse ne tienne pas dans toutes les régions métropolitaines ou tous les pays* » (Darchen, Tremblay, 2008).

Le questionnement de la généralisation du modèle à l'ensemble de la planète

Malgré les critiques, des résultats positifs sont parfois mis au crédit des politiques urbaines organisées autour de la créativité, aux conditions définies *supra*. Pour autant, ceux-ci ne ferment pas le débat. Certains observent ainsi que les données positives mobilisées ne concernent d'abord que de grandes métropoles (Bourdin, 2005), essentiellement situées au Nord (Amérique du Nord et Europe de l'Ouest), où la créativité se présente très concentrée (Chantelot, 2009 et 2010) et où les effets de masse peuvent jouer. Le constat renvoie ainsi à la question de la hiérarchie urbaine, essentielle pour comprendre la géographie des villes créatives (Andersen, Lorenzen, 2007). Ainsi, toutes les situations urbaines ne se valent pas. Par exemple, le Pakistan présente un taux d'urbanisation limité à 35 %, tout en accueillant Karachi avec ses 12 millions d'habitants. En France, désireux d'en faire une grande cause nationale en 2017, certains élus dénoncent la « désertification » des centres-villes de certaines cités moyennes devenues des villes-mouroirs, à

partir de la vacance des petits commerces (Duhamel et all., 2016) : 27 villes françaises sont ainsi décrites en situation critique par l'*Institut pour la ville et le commerce*. L'effet de masse des villes participe aussi de leur attractivité vis-à-vis des élites internationales, c'est-à-dire de la définition d'un environnement et de la construction d'un imaginaire qui l'accompagne, dont tous les adorateurs désespérés du « culte du cargo » ne bénéficient pas (Worsley, 1977).

Certes, les cités ayant fait le choix de la créativité débordent jusqu'aux pays du Sud. Grenoble l'a bien compris, jugeant que la créativité relève du commun et le commun de la planète. En particulier, maître d'œuvre de la *Journée Creatives Mobilities*, l'association *Culture et Développement* est associée de longue date dans des projets impliquant de nombreux pays du Sud (elle est par ailleurs membre du conseil d'orientation de la chaire UNESCO *Communication Internationale* de l'UGA). La ville de Grenoble est elle-même engagée dans des accords de jumelage et de coopération, notamment avec Sfax (Tunisie), Bethléem (Palestine), Ouagadougou (Burkina Faso), Constantine (Algérie), Suzhou (Chine), Oujda (Maroc), Sevan (Arménie). Tous ces accords sont fondés sur l'échange de savoir-faire et d'expériences entre collectivités.

Ainsi, des représentants de la ville de Medellin ont été invités lors du forum *Creative Mobilities* de septembre 2017, pour témoigner de l'expérimentation de développement humain de la cité, notamment de ses bidonvilles les plus violents, à partir d'une politique de transports urbains résolue de désenclavement vis-à-vis du centre urbain. La cité colombienne a ainsi été reconnue en 2013 en tant que « *Capitale mondiale de l'innovation* », parmi 200 autres villes candidates par le *Wall Street Journal* et l'*Urban Life Institute*. Deux exemples les plus symboliques de cette volonté de rassemblement des communautés de Medellin ont été ainsi présentés. Celui de la *Cultura Metro*, dont une entreprise grenobloise a été partie prenante avec l'installation de cinq téléphériques permettant la liaison des quartiers déshérités, des bibliothèques et des services au réseau urbain de bus, métro et tramway. Celui du programme *Pedestrian city* visant à sécuriser la promenade à pied dans le centre, en particulier pour les enfants, le tout appuyé par des campagnes de promotion des actes de civilités.

Mais la journée *Creative Mobilities* de Grenoble a aussi, plus timidement, fait entendre d'autres voix, circonspectes quant aux limites d'un effet d'entraînement de

viles créatives, repliées sur elles-mêmes. Sociologue des mobilités, Jean Viard a ainsi rappelé que, même en Europe, la mobilité ne concerne que 60 % de personnes dans le cadre des loisirs. En France, par exemple, la moitié des personnes qui se sont installées à la campagne et qui y avaient vu une victoire avec l'accès au mode de vie rural, se retrouvent aujourd'hui déclassées car le modèle a changé. Ainsi, la « révolution technologique », à laquelle est associée la créativité, tend à concentrer l'activité dans les grandes métropoles, oubliant les territoires d'accès, comme lorsqu'il y a 70 ans, Jean-François Gravier dénonçait, non sans passion et relents pétainistes, le « désert français » provoqué par le centralisme parisien (Gravier, 1947). Aujourd'hui, la concurrence exacerbée entre territoires pourrait aussi consacrer un repli sur soi, plutôt qu'un art de vivre ensemble. Entendu également à Grenoble, le Secrétaire général de *Cités et gouvernements locaux unis-Afrique* (CGLU), Jean-Pierre Mbassi, a aussi rappelé une part de la problématique pour l'Afrique. Car trop souvent, les villes s'y étendent par ajouts de quartiers, ghettos d'un côté, résidences de riches de l'autre. « ... *Espace de liberté, [la ville] devient un espace de fortes disparités et de risques majeurs* ».

La question de la spécificité territoriale et de l'applicabilité du modèle de Richard Florida se pose ainsi également au niveau continental. Par exemple en Chine où la chaire Unesco de l'UGA est impliquée avec la *Communication University of China*, le rythme effréné ces trente dernières années de l'urbanisation, « moteur essentiel de la croissance » selon les autorités, est en partie dû à un effet de rattrapage, après les utopies rurales du maoïsme (déjà plus d'un Chinois sur deux habite en ville en 2011). Mais le modèle, où la créativité existe cependant, pâtit d'un financement municipal souvent improvisé, face aux contraintes d'un développement trop rapide (en trois décennies, plus de 500 millions de ruraux ont été reconvertis en urbains, parfois de force). 15 mégalo-poles regroupent ainsi plus de 10 millions d'habitants, dont un nombre important sont des migrants du monde rural, entassés dans la précarité la plus complète dans des dortoirs provisoires ou victimes de marchands de sommeil. Récemment, le ralentissement de la croissance nationale a plus encore aggravé le sort de cette population de travailleurs migrants qui, ne détenant pas de *hukou* (le permis de résidence), ne bénéficient d'aucun droit social et de protection hors du lieu de naissance. Comme il a été allusivement dit à Grenoble lors de la journée *Creative Mobilities*, les dirigeants chinois jouent « *un jeu*

à *haut risque* » : l'urbanisation forcée peut améliorer de manière spectaculaire la vie de millions de personnes, et tout autant précipiter outrageusement le sort des pauvres urbains (Miller, 2012 ; Webster, Wu, Zhang, 2014). Le *Plan national d'un nouveau type d'urbanisation* de 2014 prend acte des problèmes de pollution, d'inégalités, de congestion croissante des villes chinoises et propose à son tour un développement urbain centré sur l'humain : il prévoit notamment d'accorder un *hukou* urbain et de délocaliser les industries dans le Hebei, la province voisine, pour faire de Pékin « *une ville culturelle* » ! (Banque Mondiale et Centre de recherche sur le Développement du Conseil d'État chinois, 2014).

Antananarivo à Madagascar, où nous sommes également impliqués dans des projets inclusifs chaque année depuis une dizaine d'année en milieu urbain et rural (conception, suivi, évaluation), correspond à la description de ces villes du continent africain, incapables de satisfaire les besoins de la majorité de leurs populations, natifs comme néo-urbains venus s'y échouer en masse depuis la campagne. Impulsés par les institutions financières internationales, les plans de réajustement y ont parfois même eu pour effet de compresser drastiquement les dépenses sociales, éducation et santé notamment. Liée à la crise économique et politique que connaît le pays depuis 2008, la paralysie de nombreux services publics achève de réduire dramatiquement le pouvoir d'achat et la sécurité des urbains. Dans pareil contexte de dégradation des conditions de vie, la « créativité » des citoyens correspond d'abord à des stratégies de survie et aboutit à une « ruralisation des villes » (Dubresson, Raison, 1998). Ainsi, des néo-urbains, sans emploi salarié, développent des stratégies de gestion du risque en recréant dans les quartiers des micro-activités agricoles et d'élevage. En périphérie de la capitale, d'autres reconstituent des habitats sommaires, peu différents de ceux des villages, eu égard à leurs difficultés de logement dans le centre. On est loin des *creative mobilities* développées dans les pays du Nord. Un certain nombre d'auteurs peuvent aujourd'hui légitimement interroger : la perspective d'une urbanisation généralisée, en particulier dans les pays du Sud, constitue-t-elle un atout ou un frein au développement ? (Véron, 2007).

En Asie, comme en Afrique, l'évolution des villes participe de la tendance mondiale à la généralisation croissante de l'habitat urbain. Mais même si l'Afrique affiche aujourd'hui le plus fort taux de croissance urbaine, le continent, comme l'Asie,

compte encore une majorité de ruraux, toujours défavorisés en termes d'accès par exemple à l'eau et à l'électricité (Cohen, Montgomery, Reed, Stren, 2003). Dès la fin de la première décennie du millénaire, la *Banque mondiale* a témoigné d'un regain d'intérêt pour le monde rural dans son dernier rapport, remettant au premier plan la nécessité de l'appui au secteur rural (Rapport Banque mondiale, 2008). Ainsi, à Madagascar, 8 personnes sur 10 vivent essentiellement en milieu rural. Les situations, les modes de gestion des ressources et de l'espace, les systèmes de valeurs et les représentations y sont marquées par la diversité, par exemple entre un paysan *betsileo* et un éleveur *mahafaly*. De même, la perception de la pauvreté ne s'y manifeste pas de la même façon selon l'ethnie d'appartenance, par exemple pour un *Antandroy* ou pour un *Merina*. Cependant, si certains parviennent à obtenir une grande partie de leur alimentation et de leurs ressources de l'agriculture et de l'élevage, les inégalités spatiales dominent, comme observé par le *Réseau des observatoires ruraux* (Gastineau, Gubert, Robilliard, Roubaud, 2010). Ainsi, près des trois quarts de cette population rurale vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. La proportion de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté y est plus élevée encore qu'en milieu urbain et la malnutrition chronique y atteint entre le tiers et la moitié des enfants de moins de 5 ans, comme consigné dans un rapport récent pour l'Unicef que nous avons expertisé en tant que membre de l'*International Reference Group* (Carlson, Christofides, Greiner, 2016).

Cependant, il ne s'agit pas d'opposer milieux ruraux et milieux urbains. Les auteurs peuvent rejeter la vision d'une « Afrique authentiquement rurale menacée de perte par la ville ». Car ce déploiement urbain peut aussi se répercuter dans les campagnes par la circulation des pratiques ordinaires, de l'épargne et des cultures urbaines (Ben Arrous, 2006, p. 45). Par ailleurs, les artistes et artisans d'art peuvent aussi jouer un rôle à la campagne, en dépit de la faiblesse de la densité démographique, du manque d'équipements culturels, voire de l'absence d'ingénierie culturelle (Delfosse, Georges, 2015). Et cela, même si la promotion généralisée des territoires par la *creative classe* urbaine peut sembler bien cynique dans des pays comme « la Grande île », où de nombreux villages malgaches sont aujourd'hui encore isolés, accessibles en charrette, à pied ou par des pistes praticables uniquement en saison sèche (Gastineau, Gubert, Robilliard, Roubaud, 2010). En retour, il est difficile de conclure que c'est le processus d'urbanisation qui compromet toute forme de développement (Véron, 2007). Traditionnellement, la

plupart des auteurs ont écarté la thèse d'un développement économique, politique et social dans des campagnes sans villes (Keyfitz, 1996). Au contraire, ils ont plutôt lié étroitement l'essor des villes et l'harmonie sociale (Bairoch, 1996). Une réserve est cependant systématiquement émise : que l'inflation urbaine ne se transforme pas en « phénomène autonome » dans les pays et régions les plus pauvres en *capabilités*, au sens de bien-être et capacité des individus à « être et à faire » (Sen, 2000) ; en *livelihoods*, au sens de manières de gagner sa vie et s'assurer sa sécurité (Chambers, Conway, 1992) ; ou encore en équité, au sens d'égalité des opportunités (Morrison, 2008). Or, tel est le cas, lorsque les migrations rurales qui grossissent les villes ne sont aucunement liées à des marchés du travail urbain. Les analyses de plus en plus fines freinent toute tentative de généralisation, les dynamiques urbaines se révélant fort complexes et étroitement liées aux contextes, mondial, continental, régional, mais surtout local. Certaines villes offrent ainsi des périmètres urbains, comme Dharavi au cœur de Mumbai en Inde, constituant à la fois un bidonville et, paradoxalement, un site urbain structuré, qui intègre rapidement ses nouveaux migrants et divers activités créatives relevant principalement du travail du cuir, de nature à intéresser les marchés internationaux (Saglio-Yatzimirsky, 2017). D'autres demandent réinterrogation des phénomènes de ségrégation en termes d'intensité et de formes, par exemple dans le Sud méditerranéen, où les villes italiennes, espagnoles, portugaises, grecques... se présentent à l'écart des transformations des villes postfordistes, trop souvent analysées depuis l'Amérique du Nord (Pfirsch, Semi, 2017). D'autres, encore, expérimentent de nouvelles formes de « villes rurales vertes », comme à partir du modèle de Porto-Novo au Bénin, étendu au niveau de la sous-région autour des valeurs, dites « traditionnelles », de vision, courage, discipline, solidarité, sens du bien commun et... créativité (Pini-Pini Nsasay, 2017). Enfin, le lien entre exclusion et urbanité est constamment discuté : les phénomènes de ségrégation spatiale, vécus par un nombre croissant de personnes vivant dans des situations de précarité ou de marginalisation, peuvent peut-être se révéler plus sensibles en milieu urbain mais uniquement parce qu'ils y sont plus visibles, sans pour autant témoigner d'une caractéristique et d'une exclusivité urbaines. « *Les problèmes sociaux [qui] se concentrent dans certaines parties de l'aire urbaine [prouveraient à la fois] qu'il y a un problème dans la ville et [qu'il n'y a] en rien [un problème] de la ville* » (Donzelot, 1999).

CONCLUSION

Plusieurs auteurs ont vu dans la thèse de Florida, pour le moins, un « *bon coup publicitaire* », associant activités productives et marginalité, culture et activités ludiques (Bourdin, 2005). De manière plus structurée, d'autres (Banks, Hesmondhalgh, 2009) ont reconnu dans ce type de démonstration une illustration du « *nouvel esprit du capitalisme* », tel que déconstruit par la *Sociologie pragmatique française* (Boltanski, Chiapello, 1999) et témoignant de la récupération paradoxale, par le capital lui-même, de la critique artistique et des valeurs désaliénantes de l'autonomie créative. Sur le terrain des industries créatives, les perspectives se veulent ainsi porteuse de consensus, autour de ce qui, finalement, ne constitue qu'une resucée de représentations néo-libérales de la société, du travail et de la culture (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009).

Pour autant, même critiques, certains chercheurs (Bourdin, 2005 ; Chantelot, 2010), reconnaissent l'intérêt de la thèse de Florida dans le questionnement qu'elle provoque, quant aux « *gentrificateurs* » du changement social en milieu urbain, c'est-à-dire ceux des acteurs capables d'élever le niveau socio-économique en modifiant les valeurs symboliques du territoire d'accueil. Sur plusieurs points, la thèse renouvelle le débat. Elle enrichit le concept de *capital humain* (Glaeser, 2004 ; Darchen, Tremblay, 2008). Elle repose la question de l'interaction entre acteurs de l'économie, de la production intellectuelle et de la création culturelle et de ses effets au niveau de la sphère économique, culturelle et sociale des cités. Elle souligne l'importance des comportements sociaux créatifs des citoyens et des productions créatives de toute nature, plutôt que de la seule innovation technologique en soi et de sa diffusion. Elle revalorise le territoire, en tant que mode d'organisation et de fertilisation croisée de ses interactions entre les individus. Elle rediscute l'articulation du global avec le local, sans que l'un ne soit survalorisé par rapport à l'autre, ou exclu du champ de l'autre (Maigret, Monnoyer-Smith, 1999). Elle invite à préciser les concepts, faussement éclairants (Liefoghe, 2013), comme la condition de l'*homme interstitiel* ou la *transnationalisation croissante* des sociétés humaines, qui unifient des catégories totalement différentes sur le plan du capital social, culturel et économique. Par ce flou terminologique, la ville peut tout autant témoigner de ses vertus fédératives que de sa dimension destructrice des identités et solidarités. La résidence urbaine peut ouvrir les opportunités. Elle peut

tout autant accroître le sentiment d'impuissance et de fragilité des populations, dont les repères, selon les catégories caractéristiques des *Économies des Grandeurs* (Boltanski, Thévenot, 1991), sont restés par exemple, ceux de la *Cité domestique*, où l'expertise acquise de longue date et la durée dans l'organisation offraient la sécurité du plan de carrière (Cabedoche, 2014). La ville hyperconnectée démultipliant la créativité peut aussi devenir le territoire d'excellence de la société de surveillance (Mattelart, 2008).

Par ses manques, la thèse de Richard Florida réactualise l'injonction à accompagner la créativité par des investissements à long terme, pour élever le niveau général des aménités urbaines, notamment à travers l'éducation et les universités. La recommandation est constante, dissuasive de politiques tapageuses et exclusives d'attraction d'une « classe créative » aux potentialités finalement aléatoires en terme de croissance et de bien-être collectif (Donegan, Drucker, Goldstein, Lowe, Malizia, 2008 ; Faricy, Hoyman, 2009). L'alerte invite à la réflexion face à la tentation de la délivrance trop rapide par la puissance publique de crédits d'impôts vers des industries dont la nouveauté de l'adjectif, « créatives », vise à forcer au recyclage économique de certaines activités culturelles, aux dépens d'autres (Bouquillion, Miège, Mœglin, 2009). En admettant même qu'une « classe créative » existe, ce qui a été très largement discuté et conclu de manière négative, les activités créatives peuvent effectivement renvoyer à des phénomènes paradoxaux, entre stratégies industrielles autocentrées et appétences citoyennes à l'expression publique et généralisée.

Par ses limites encore, la thèse de Florida rappelle que, si quelques modèles peuvent se dessiner, la modélisation forcée à laquelle l'auteur procède est prétentieuse et dangereuse. L'élan espéré autour de la créativité dépend bien souvent d'un environnement spécifique, que sont loin d'offrir tous les territoires urbains à la surface de la planète. Par ailleurs, le phénomène urbain s'accélère sans doute sur toute la surface du globe. Pour autant, les politiques territoriales doivent aussi prendre en compte le milieu rural, sur lequel Richard Florida fait l'impasse (Darchen, Tremblay, 2008). De leur côté, les politiques de formation à la créativité doivent considérer le phénomène de déscolarisation des enfants, entendu comme un mécanisme de « gestion familiale du risque », tel qu'il s'observe, dans certaines campagnes, voire dans certaines « cités rurales », par exemple à

Madagascar (Gubert, Robillard, 2008 ; Carlson, Christofides, Greiner, 2016). Sans quoi, la valorisation des aménités urbaines peut aboutir à des effets pervers, dont, sur certains points, témoigne aujourd'hui la ville de Seattle, par exemple (Bréville, 2017). Car, plutôt que l'expression de la « modernité liquide » (Bauman, 2000), la société créative de demain se veut aussi celle des *mobilités créatives*, entendues au sens le plus large : physiques et virtuelles, individuelles et sociales, privées et professionnelles, ludiques et intellectuelles, identitaires et syncrétiques, économiques et écologiques, urbaines et rurales, finalement locales et globales. C'est ce que l'association *Culture et Développement*, à l'origine de la Journée des *Creative Mobilities* de Grenoble fin septembre 2017, a tenté de faire comprendre.

Références

- AGBOBLI, Christian (dir.) (2009), *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social*, Montréal, Presses de l'UQÀM, (Coll. "Communications").
- ANDERSEN VAARST, Kristina, LORENZEN, Mark (2007), "Geography of the European creative class: A rank size analysis", *DRUID Working Paper*, pp. 07-17, CBS, Danemark, https://www.cbs.dk/files/cbs.dk/cv_2014.pdf.
- APPADURAI, Arjun (1996), *Modernity at large : cultural dimensions of globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- AUGÉ, Marc (1992), *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil (Coll. "La librairie du XX^e siècle").
- AUGÉ, Marc (2006), *Chez nous : Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris, Éditions de la Villette.
- BAIROCH, Paul (1996), « Cinq millénaires de croissance urbaine », pp. 17-60, in Ignacy Sachs (dir.), *Quelles villes, pour quel développement ?*, Paris, PUF.
- BANKS, Mark, HESMONDHALGH, David (2009), "Looking for work in creative industries policy", *International Journal of Cultural Policy*, Vol. 15, n° 4, November, pp. 415-430.
- BARAUD-SERFATY, Isabelle (2008), « Capitales et capitaux. Vers la ville financiarisée ? », *Le Débat*, n° 148, pp. 96-105.
- BAUMAN, Zygmunt (2000), *Liquid Modernity*, Cambridge: Polity Press; Malden: Blackwell Publishers Inc.
- BECKER, Howard S. (1963), *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, Free Press of Glencoe (traduction française en 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris éditions Métailié (Coll. "Leçons de chose"), en particulier « L'imposition des normes », pp. 145-170 et « La théorie de l'étiquetage : une vue rétrospective, 1973 », pp. 201-237).
- BEN ARROUS, Michel (2006), « La ville au quotidien », pp. 45-48, in Denis Retaillé (coord.), *La ville ou l'État ? Développement politique et urbanité dans les espaces nomades et mobiles. (Mauritanie-Sénégal-Inde et retour)*, Mont-Saint-Aignan cedex, Publications des Universités de Rouen et du Havre.

- BHABHA, Homi, K., (1994, reed. 2007), *Les lieux de la culture. Une théorie post-coloniale*, Paris, Payot.
- BLUMER, Herbert (1937), "Social psychology", (pp. 144-198) in Emerson P. Schmidt (Éd.), *Man and society. A substantive introduction to the Social Science*, New York : Prentice Hall, Inc.
- BOICHOT, Camille (2015), « Les espaces de la création artistique. Entre pôle artistique et centralité urbaine », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL : <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- BOLTANSKI, Luc, THEVENOT, Laurent, 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard (Coll. Nrf, "Essais").
- BOLTANSKI, Luc, CHIAPPELLO, Eve (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (Coll. Nrf).
- BONET, Lluís, COLBERT, François, COURCHESNE, André (2011), "From creative nations to creative cities : an example of center-periphery dynamic in cultural policies", *City, culture and society*, n° 2, pp. 3-8. DOI : [10.1016/j.ccs.2011.02.001](https://doi.org/10.1016/j.ccs.2011.02.001)
- BOSCHMA, Ron A., FRITSCH, Michael (2007), "Creative Class and Regional Growth – Empirical Evidence from Eight European Countries", *Jena Economic Research Papers*, n° 2007-066.
- BOSCHMA, Ron A., FRITSCH, Michael, (2009), "Creative Class and Regional Growth. Empirical Evidence from Seven European Countries", *Economic Geography* 85(4), pp. 391-423.
- BOUQUILLION, Philippe, MIÈGE, Bernard, MœGLIN, Pierre (2009), « La question des industries créatives en France », *Economica della cultura*, (Rivista trimestrale de l'Associazione per l'Economia della Cultura), Roma, n° 1, pp. 37-47, repris dans « La situación de la industria creativa. Un debate significativo en Francia », pp. 97-116, in Enrique Bustamante, (ed.), 2011, *Industrias creativas. Amenazas sobre la cultura digital*. Barcelona, Editorial Gedisa SA.
- BOURDIN, Alain (2005), « La "Classe créative" existe-t-elle ? », *Revue Urbanisme* n°344, sept-octobre <https://www.urbanisme.fr/la-ville-marketing/dossier-344>
- BOURGES, Hervé (2003), « Dans le désordre croissant de la planète, où va le journalisme ? », *Les Cahiers du journalisme*, n° 12, pp. 12-30. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=4723278>
- BRÉVILLE, Benoît (2017), « Les créatifs se déchaînent à Seattle. Grandes villes et bons sentiments », *Le Monde diplomatique*, novembre, p. 1 et pp. 18-19.
- BROOKS, David (2002), "Patio Man and the Sprawl People", *Weekly Standard*, August 12-19, pp. 25-26-29.
- BURGESS, Ernest W. (1925), "The growth of the City. An Introduction to a research Project", pp. 47-62 in Ernest Burgess, Roderick Duncan Mckenzie, Robert E. Park, (1925), *The city*, (Introduction Maurice Janowitz), London, The University of Chicago Press.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (1990), *Les chrétiens et le tiers-monde. Une fidélité critique*, Paris, Karthala.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2003), *Ce nucléaire qu'on nous montre, Construire la socialité dans le débat sur les énergies*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Communication et technologie").
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2008a), « Are Information and communication a specific scientific discipline in the analysis of the societal role of the producers in media informations?

- Remarks from public debates about nanotechnologies », pp. 307-318, in Nico Carpentier, Pille Pruulmann-Vengufeldt, Kaarle Nordenstreng, Maren Hartmann, Peter Vihalemm, Bart Commaerts, Hannu Nieminen and Tobias Olsson (ed.), *Democracy, Journalism and Technology: New Developments in an Enlarged Europe. The intellectual work of the 2008 European media and communication doctoral summer school*, Tartu, University of Tartu Press.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2008b), « Débats publics et nanotechnologies : quand le journaliste s'invite pour reprendre du pouvoir au sein de "l'espace public autonome" », *Les Cahiers du journalisme*, n° 18, 2008, pp. 246-284 et <http://communicationorganisation.revues.org/683>
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2013), « Quelle régulation pour quelle diversité ? », pp. 245-256, in Jamal Eddine Naji et Yves Théorêt (dir.), *Réflexions sur les diversités mondiales*, (Orbicom, Unesco et HACA), Casablanca, Les éditions maghrébines Aïn Sebaâ.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2014), « Culture du chiffre et responsabilité sociale : le déplacement de la charge de l'incertitude sur le facteur humain à France Télécom », pp. 21-40, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir.), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*, Grenoble, PUG, (Coll. "Communication, médias et sociétés").
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2015), "Mandarins and dragons: the paradoxical co-construction of French myths about China", pp. 208-226, in Luo Qing (ed.), *Global Media Worlds and China*, Beijing, Communication University of China Press, (Coll. "Mleague International Series").
- CARLSON, Andrew, CHRISTOFIDES, Nicola, GREINER, Karen, MOULD, David H. (2016), *Socio-cultural determinants for the adoption of essential family practices in Madagascar*, Athens, Ohio: The Institute for the African Child.
- CHAMBERS, Robert, CONWAY, Gordon R. (1992), *Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century*. IDS Discussion Paper, 296, Institute of Development Studies, Sussex.
- CHANTELOT, Sébastien (2009), « La thèse de la "classe créative" : entre limites et développements », *Géographie, Économie, Société*, 2009/4, vol. 11, pp. 315-334.
- CHANTELOT, Sébastien (2010), « Vers une mesure de la créativité : la construction de la classe créative française », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* (3), pp. 511-540.
- COHEN, Barney, MONTGOMERY, Mark R., REED, Holly E., STREN, Richard (eds) (2007), *Cities transformed: Demographic Change and its Implications in the Developing World*, Washington, The National Academy Press, (National Research Council) (reed. 2003). http://www.cicred.org/Eng/Seminars/Details/Seminars/PDE2007/Papers/Montgomery_keynote.pdf.
- DARCHEN, Sébastien, TREMBLAY, Diane-Gabrielle (2008), « Les milieux innovateurs et la classe créative, revue des écrits et analyse de leur application en milieu urbain », *Interventions économiques*, n° 37 (Note de recherche de la Chaire de recherche du Canada sur les enjeux socio organisationnels de l'économie du savoir), 2008-1, Université du Québec, Montréal.
- DASS, Parshotam, PARKER, Barbara (1999), "Strategies for managing human resource diversity : From resistance to Learning", *Academy of Management Executive*, Vol. 13, n° 2, pp. 68-80.
- De CASTRO, Josué, (1949, rééd. 1952), *Géographie de la faim*, Paris, éditions ouvrières.
- DEBARBIEUX, Bernard (1993), « Non lieux. Note de lecture », *L'espace géographique*, n° 1, pp. 90-91.
- DELFOSSÉ, Claire, GEORGES, Pierre-Marie (2015), « Artistes et espace rural.

- L'émergence d'une dynamique créative », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL : <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- DIMAGGIO, Paul J., POWELL, Walter W. (1983), "The iron-cage revisited: institutional isomorphism and collective rationality in organizational field", *American Sociological Review*, Vol. 48, pp. 147-160.
- DONEGAN, Mary, DRUCKER, Joshua, GOLDSTEIN, Harvey, LOWE, Nichola, MALIZIA, Emil (2008), "Which Indicators Explain Metropolitan Economic Performance Best? ", *Journal of the American Planning Association* 74(2), pp. 180-195.
- DONZELOT, Jacques (1999), « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, novembre, pp. 87-114.
- DUBRESSON, Alain, RAISON, Jean-Pierre (1998), *L'Afrique subsaharienne, une géographie du changement*, Paris, Armand Colin.
- DUBUCS, Hadrien (2015), « Entre culture *in* et culture *off* », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL : <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- DUHAMEL, Pierre-Mathieu, FREPPEL, Camille, LE DIVENAH, Jean-Paul, MUNCH, Julien, NARRING, Pierre (2016), *La revitalisation commerciale des centres-villes*, Rapport de l'inspection générale des finances et du Conseil général de l'environnement et du développement rural. <http://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/>
- ECKERT, Denis, GROSSETTI, Michel, MARTIN-BRELOT, Hélène, PEYROUX, Élisabeth, THOUZELLIER, Christiane (2008), "Career trajectories and residential satisfaction in Toulouse. Understanding the attractiveness of the metropolitan region for creative knowledge workers", *ACRE report WP5.11*, AMIDSt., Amsterdam.
- ECKERT, Denis, GRITSAI, Olga, GROSSETTI Michel, KOVACS, Zoltan, MARTIN-BRELOT, Hélène (2010), "The spatial mobility of the 'creative class' : a European Perspective," *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 34, n°4, p. 854-870.
- ECKERT, Denis, GROSSETTI Michel, MARTIN-BRELOT, Hélène (2012), « La classe créative au secours des villes ? », *La Vie des idées*, 28 février 2012. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-classe-creative-au-secours-des.htmls>
- ELY, Robin J., THOMAS, David A. (1996), 'Making differences matter: a new paradigm for diversity management', *Harvard Business Review*, Vol. 74, n° 5, pp. 79-90.
- FARICY, Christopher, HOYMAN, Michele (2009), "It Takes a Village: À Test of the Creative Class, Social Capital and Human Capital Theories", *Urban Affairs Review*, 44, pp. 311-33. <http://www.sagepublications.com>
- FLORIDA, Richard (2002), *The rise of the creative Class. And How it's transforming work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books (reed. 2012).
- FLORIDA, Richard, TINAGLI, Irene (2004), *Europe in the Creative Age*, London: Demos.
- FLORIDA, Richard (2005a), *The Flight of the Creative Class: the New Global Competition for Talent*, New York, Harper Business.
- FLORIDA, Richard (2005b), *Cities and the Creative Class*, New York, London, Routledge.
- GASCHET, Frédéric, LACOUR, Claude (2007), « Les systèmes productifs urbains : des clusters aux "clusties" », *Revue d'économie régionale et urbaine* 4, pp. 707-728.
- GASTINEAU, Bénédicte, GUBERT, Flore, ROBILLIARD, Anne-Sophie, ROUBAUD, François (dir.) (2010), *Madagascar face aux défis des objectifs du millénaire pour le*

- développement*, Marseille, Institut de Recherche pour le Développement.
- GLAESER, Edward L. (2004), Book Review of Richard Florida's *The Rise of the Creative Class*. http://post.economics.harvard.edu/faculty/glaeser/papers/Review_Florida.pdf
Book Review of Richard Florida's.
- GOFFMAN, Ervin (1963), *Stigma, Notes on the management of spoiled identity*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.
- GRAVIER, Jean-François (1947), *Paris et le désert français. Décentralisation, équipement, population*, Paris, Le Portulan (rééd. Flammarion 1953, 1958, 1972).
- GUBERT, Flore, ROBILLIARD, Anne-Sophie (2008), "Risk and Schooling Decisions in Rural Madagascar: A Panel Data-Analysis", *Journal Of African Economies*, Oxford University Press, 17 (2), pp. 207-238.
- GROSSETTI, Michel (2009) « La mobilité spatiale de la classe créative européenne : une enquête empirique sur 11 villes », 6^e *Journées de la Proximité*, Poitiers, 14-16 octobre.
- HALL, Peter (1999), *Cities in Civilization. Culture, innovation and urban order*, London: Phoenix Giant.
- HALL, Stuart (1992), "The question of cultural Identity", pp. 273-316, in Stuart Hall, David Held and Toni McGrew (eds), *Modernity and its futures*, Cambridge: Polity.
- HANSEN, Høgni Kalsø (2008), *The Urban Turn and the Location of economic Activities Department of Social and Economic Geography*, Lund: Lund University. portal.research.lu.se/portal/files/5692098/827319.pdf
- HANSEN, Høgni Kalsø, NIEDOMYSL, Thomas (2009), "Migration of the creative class: Evidence from Sweden", *Journal of Economic Geography* 9(2), pp. 191-206.
- HSIEH Tueh (1949), « La "Révolution" de Mao Tse-Toung. Rapport sur le stalinisme chinois », Fourth International, décembre (résumé d'un article publié le 15 avril 1948. [en ligne], URL : https://www.marxists.org/francais/4int/postwar/1948/revolution_de_mao.htm
- HANNERZ, Ulf (1997), « Notes in the global Ecumene », *Public Cultures* 1(2), pp. 66-75.
- JOURNÈS, Claude (1979), « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 29, n° 2, avril 1979, pp. 230-254.
- KAPLAN, Daniel, MARCOU, Thierry (2009), *La ville 2.0, plateforme d'innovation ouverte*, Limoges, éditions FYP (Coll. "La fabrique des possibles"). <http://fing.org/?La-Ville-2-0-plateforme-d>
- KEYFITZ, Nathan (1996), "International Migration and Urbanization", pp. 269-285, in Bernardo Colombo, Paul Demeny, Max F. Perutz (eds), *Resources and Population, Natural, institutional and Demographic dimensions of Development*, Oxford: Clarendon Press Oxford.
- LACOUR, Claude, PUISSANT, Sylvette (2008) "Medium sized cities and the dynamics of creative services", *Cahiers du Gretha*, 2008-08, Université Bordeaux4-Montesquieu. URL: <http://cahiersdugretha.u-bordeaux4.fr/2008/2008-08.pdf>
- LANDRY, Charles (2000), *Creative city : a toolkit for Urban Innovators*, London: Comedia and Earthscan Publishers Ltd (reed. 2008, Routlage).
- LERNER, Daniel (1958), *The passing of traditional Society: Modernizing the Middle East*, Glencoe, The Free Press.
- LEVINE, Marc (2004), « La classe créative et la prospérité urbaine : mythes et réalités », *Villes Régions Monde*, Montréal, 20 mai.

- LIEFOOGHE, Christine (2013), « Spatialités créatives, trajectoires d'artistes et développement des territoires », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 04 décembre 2017. URL : <http://tem.revues.org/2112>.
- LOUBIÈRE, Antoine (2005), « La ville marketing », éditorial, *Urbanisme*, n° 344, septembre-octobre, <https://www.urbanisme.fr/la-ville-marketing/dossier-344>
- MAIGRET, Éric, MONNOYER-SMITH, Laurence (coor.) (2000), *Hermès*, www.democratie locale.fr, 1989-1999. Dossier : Les dix ans d'Hermès, n° 26-27.
- MALANGA, Steven (2005), "Florida Daze", *City Journal*, vol. 15, no. 2, pp. 7-9.
- MARKUSEN, Ann (2006), "Urban development and the politics of a creative class", *Environment and Planning*, 38(10), pp. 1921-1940.
- MARLET, Gerard, VAN WOERKENS, Clemens (2007), "The Dutch Creative Class and How It Fosters Urban Employment Growth", *Urban Studies* 44(13), pp. 2605-26.
- MATTELART, Armand, MATTELART, Michèle, DELCOURT, Xavier (1984), *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte, 1984 (Coll. "Cahiers libres").
- MATTELART, Armand (1995) « Nouvelles utopies, grandes inquiétudes. Une éternelle promesse : les paradis de la communication », *Le Monde Diplomatique*, novembre.
- MATTELART, Armand (2008), *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte (Coll. "Poche").
- MATTELART, Tristan (2009), "Globalization theories and media internationalization. A critical appraisal", pp. 48-60, in Daya Kishan Thussu (ed), *Internationalizing Media Studies*, London: Routledge.
- McGRANAHAN, David, WOJAN, Timothy (2007), "Recasting the creative class to examine growth processes in rural and urban countries", *Regional Studies* 41(2), pp. 197-216.
- McKAY, Henry, SHAW, Clifford Robe (1942), *Juvenile Delinquency and Urban Areas, A study of rates delinquents in relation to differential characteristics of local communities in American cities*, Chicago, University of Chicago Press.
- MELCHIOR, Hugo (2017), « La Révolution culturelle vue par des militants trotskistes (1966-1969) », in Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, éditions Riveneuve, <http://www.riveneuve-editions.com/catalogue-2/catalogue/asia-ocean-indien/revolution-culturelle-chine-france/>
- MENSITIERI, Guilia, (2018), *Le plus beau métier du monde. Dans les coulisses de l'industrie de la mode*, Paris, La Découverte.
- MIGUEL de BUSTOS, Juan Carlos (2016), « Los grupos mundiales de comunicación y de entretenimiento, en el camino hacia la digitalización », Dossier 2016 - À l'occasion des quinze ans de la revue *L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication : quels enjeux contemporains ?*, [en ligne] mis en ligne le 3 octobre 2016, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2016-dossier/08-Miguel%20de%20Bustos/index.html>
- MILLER, Tom (2012), *China's Urban million : the story behind the biggest migration in human history*, London: Zed Books.
- MOLES, Abraham A. (1967), *Sociodynamique de la culture*, Paris, Mouton.
- MORRISON, Christian (2008), « Lectures du rapport sur le développement dans le monde 2006 : équité et développement », *Revue d'économie du développement*, 2008/1 (22), pp. 125-143.

- MORVAN, Yoann (2005), « La ville marketing. Essai d'interprétation », *Urbanisme*, n° 344, pp. 71-74.
- NEVEU, Érik (2017), « Trois registres d'usage de la Révolution culturelle au sein des maoïstes français », in Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, éditions Riveneuve, <http://www.riveneuve-editions.com/catalogue-2/catalogue/asie-ocean-indien/revolution-culturelle-chine-france/>
- PECK, Jamie (2005), "Struggling with the creative class", *International Journal of urban and regional Research* 29(4), pp. 740-770.
- PERRIN, Thomas (2015), « Régions et coopération interrégionale. Dynamiques institutionnelles, de la France à l'Europe », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL : <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- PFIRSCH, Thomas, SEMI, Giovanni (dir.) (2017), *La ségrégation dans les villes de l'Europe méditerranéenne* (Segregation in the cities of the European Mediterranean), Revue *Méditerranée*, n° 127, Aix en Provence, Presses Universitaires de Provence. <http://www.e-leclerc.com/espace+culturel/produit/m%C3%A9diterran%C3%A9e%2C-n%C2%B0-127,29077265/>
- PINI-PINI NSASAY, Kentey, (2017), *La Renaissance africaine. Les villes rurales de Songhaï*, Douala, éditions Cheikh Anta Diop (Coll. "Historiographie du monde contemporain").
- PRATT, Andy C. (2010), "Creative cities : tensions within and between social, cultural and economic development. A critical reading of the UK experience", *City, culture and society*, n° 1, pp. 13-20.
- READER, Keith A. (1987), *Intellectuals and the Left in France since 1968*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan (coll. "Political Science").
- REESE, Laura A., SANDS, Gary (2008), "Creative class and economic prosperity: Old nostrums, better packaging? ", *Economic Development Quarterly* 22(1), pp. 3-7.
- REEVE, Charles (1993), *Le tigre de papier : sur le développement du capitalisme en Chine : documents, annexes*, Cahiers Spartacus, n° 48, série B, éditions R. Lefevre.
- RÉMY, Matthieu (2017), « Révolution culturelle et contre-culture en France, un exemple de malentendu », in Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, éditions Riveneuve, <http://www.riveneuve-editions.com/catalogue-2/catalogue/asie-ocean-indien/revolution-culturelle-chine-france/>
- RETAILLE, Denis (coord.) (2006), *La ville ou l'État ? Développement politique et urbanité dans les espaces nomades et mobiles. (Mauritanie-Sénégal-Inde et retour)*, Mont-Saint-Aignan cedex, Publications des Universités de Rouen et du Havre.
- ROSENZWEIG, Philip (1998), "Managing the new global workforce: Fostering diversity, fostering consistency", *European Management Journal*, Vol. 16, n° 6, pp. 644-652.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY, Marie-Caroline (2017), « Mumbai "ville moderne". Légitimité et citoyenneté des slum-dwellers », pp. 45-62, in Livio Boni et Marine Carrin (eds), *Villes post-coloniales en Inde*, Aix en Provence, Presses Universitaires de Provence (Coll. "Anthropologie").
- SANCHEZ-SERRA, Daniel (2015), "Artistic creative clusters in France : a statistical approach", *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL :

- <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- SASSEN, Saskia (2001), « Globalisation et revendications. La ville globale », pp. 323-334, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").
- SASSEN, Saskia (2010), *Cities in a World Economy*, Vol. 4, London: Sage Editions, Pine Forge Press (Coll. "Sociologies for a new century series").
- SCHLESINGER, Philipp (2007), "Creativity : from discourse to doctrine ?", *Screen*, Oxford University Press, 48, 3, autumn, pp. 377-387.
- SCOTT, Alan J. (2010), "Jobs or amenities ? Destination choices of migrant engineers in the USA", *Papers in Regional Science*, vol. 89, No.1, p. 49-63.
- SEN, Amartya Kumar (2000), *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté.*, Paris, Odile Jacob.
- SHEARMUR, Richard (2010), « L'aristocratie mobile du savoir et son tapis rouge. Quelques réflexions sur les thèses de Richard Florida », pp. 107-126, in Rémy Tremblay et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.), *La classe créative selon Richard Florida*, Rennes, Presses de l'Université du Québec / Presses Universitaires de Rennes.
- SUIRE, Raphaël (2006), "Creative cluster and relational proximity", *Canadian Journal of Regional Science* 28, pp. 124-38.
- TAFEL-VIIA, Kùlikki, LASSUR, Silja (2015), "Explaining the change: Creative industries policy from the perspective of social innovation. Case of Tallinn", *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 19-20 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2015, consulté le 12 avril 2017. URL : <http://tem.revues.org/2114> ; DOI : 10.4000/tem.2114
- THOMAS, William Isaac, ZNANIECKI, Florian (1898), *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*, Paris, Nathan, (Coll. "Essais et Recherches") (trad. Française de *The Polish peasant*, dont les différents tomes ont été publiés entre 1918 et 1920).
- THROSBY David (2008), "The concentric circles model of the cultural industries", *Cultural Trends*, 17 (3), pp. 147-164.
- THROSBY, David (2010), "Economic analysis of artist's behavior ; some current issues", *Revue d'économie politique*, 2010/1, vol. 120, pp. 47-56.
- TIAO, Beyon Luc Adolphe (2015), *Le Burkina Faso et les problématiques de la régulation en Afrique de l'Ouest*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux.
- VÉRON, Jacques (2007), « La moitié de la population vit en ville », *Population et société* (bulletin mensuel d'information de l'INED), n° 435, juin, pp. 1-4.
- VIVANT, Elsa (2006), « La classe créative existe-t-elle ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°101, pp. 155-161.
- WEBSTER, Chris, WU, Fulong, ZHANG, Fangzhu, (2014), *Rural Migrants in Urban China. Enclaves and Transient Urbanism*, Abingdon, Routledge.
- WIRTH, Louis (1928, rééd. de l'ouvrage paru en 1926), *Le ghetto*, Grenoble, PUG (Coll. "Champs urbains").
- WORSLEY, Peter (1977), *Elle sonnera, la trompette. Le culte du cargo en Mélanésie*, (traduit de l'anglais par Brigitte Duval), Paris,, Pavot (Coll. "Bibliothèque scientifique").
- WRIGHT MILLS, Charles (1956), *The power elite*, New York, Oxford University Press.
- WRIGHT MILLS, Charles (1960), *Listen Yankee : The revolution in Cuba*, New York, McGraw-Hill.
- YON, Guillaume (2006), « Le Ghetto. Louis Wirth », Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, 252 pages ISBN : 2 7061 1293 X », *Idées économiques et sociales*,

vol. 151, no. 1, 2008, p. 78.

ZIMMERMAN, Jeffrey (2008), "From brew town to cool town : Neoliberalism and the creative city development strategy in Milwaukee," *Cities*, No.25, pp. 230–242.

RAPPORTS

Banque Mondiale et Centre de recherche sur le Développement du Conseil d'État chinois, (2014), *Urban China: Toward Efficient, Inclusive and Sustainable Urbanization*, <http://www.worldbank.org/en/country/china/publication/urban-china-toward-efficient-inclusive-sustainable-urbanization>

Centre d'actualités de l'ONU <http://www.un.org/fr/development/desa/news/population/world-urbanization-prospects.html>.

United Nations (2007), *World Population Prospects. The 2006 Revision*, United Nations, New York, 2007 <http://esa.un.org/unpp/>

Rapport sur le développement dans le monde, *L'agriculture au service du développement* (2008), Washington, Banque mondiale.